

n° 687 du 24 au 31 janvier 1976 - 3 F50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune

PSU

socialiste



le ver dans le fruit

Sommaire

ARMEE :

Communiqué commun CFDT-PSUp.4
Un peu d'histoirep.5

POLITIQUE :

Chirac en Bretagnep.6
Les patrons et les démagoguesp.6

VITICULTEURS :

Du désespoir à la colèrep.7

PCF :

Au delà des formulesp.8 et 9

SOCIAL :

Le PCF dans les entreprisesp.10
Là aussi on restructurep.11

INTERNATIONAL :

Italie : la force organisée des travailleurs
(deuxième partie du dossier)p.12 et 13
Espagne : les vraies questionsp.14
Palestine : des palabres aux enjeux réels ..p.14

CULTURE :

El Chergui ou le silence violentp.15
L'école aux cent coupsp.15
Théâtre ouvert et l'invention théâtralep.16

Calendrier politique

MEETINGS DU CONSEIL NATIONAL

Le 23 janvier, à Montbéliard, avec Claude Bourdet ; à Laval, avec Victor Leduc.

Le 24 janvier, à Mulhouse, avec Claude Bourdet.

MEETINGS PSU

Le 23 janvier à Limoges avec Maguy Guillien et à Chaville avec Michel Mousel ;

Le 27 janvier à Tolbiac avec Serge Depaquit ;

Le 31 janvier à Châlons-sur-Marne avec Huguette Bourchardeau.

MJC EN DANGER

L'association MJC Théâtre des Deux Portes ne pouvant plus faire face à ses dépenses, faute de subventions correspondant à ses besoins, a été condamnée par le Conseil de Paris à être expulsée de ses locaux.

Un programme de soutien est prévu pour janvier et février :

— mardi 27 janvier : groupe pop Moravagine à 20 h 30.

— vendredi 30 janvier : spectacle Maiakowski par le groupe Rosta, à 20 h 30.

15 F pour les non adhérents ; 6 F pour les adhérents : 46, rue Louis Lumière Paris 20e.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ

Direction politique : Alain TLEMEN

Ont collaboré à ce numéro : M. Barbier - C. Carlier - C. Chataignier - Combat Socialiste - M. Guillien - V. Leduc - M. Links - Militants PSU de l'Hérault - M. Najman - A. Noël - D. Nores - G. Petiot - Y. Sparfel - S. Sorel - F. Turquan.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Mise au point

Dans le numéro 675 du 25 octobre au 1er novembre 1975 de **Tribune Socialiste**, nous avons publié sans son autorisation la photo de Madame Olga Jastreb qui avait été détachée d'une photo prise dans une manifestation organisée par la CGT et la CFDT et pour des motifs complètement étrangers à l'article incriminé. Madame Jastreb nous a, au surplus, informés de son désaccord total avec l'article tant sur le fond que dans la forme. Nous prenons acte de sa protestation et nous nous excusons auprès d'elle.



Souscription TS

Nous avons dépassé les 50 000 F, encore 100 000 et notre premier objectif sera atteint ! Beaucoup d'entre vous, camarades, ont déjà fait un gros effort et nous les en remercions.

Pour un nouveau
TS, nous devons
TOUS faire un effort,
comme eux :

R.G. — Paimpol : 50 F ; Y.F. — Paimpol : 10 F ; R.M. — Larivière : 50 F ; D.C. — Grenoble : 95 F ; E.N. — Metonfey : 100 F ; L.Z. — Castries : 100 F ; HEC Jouy en Josas : 150 F ; Section Saint-Nazaire : 728 F ;

Groupe Dauphine : 30 F ; Section Paris 7e : 250 F ; R.R. — Rls Orançais : 20 F ; N. — 15e : 300 F ; Fédération des Charentes : 250 F ; A.P. — Sens : 100 F ; C.P. — Nîmes : 100 F ; Section Saintes : 170 F ; Section La Rochelle : 150 F ; Section Quimper : 236 F ; Sympathisant Paris 12e : 50 F ; Section Paris 12e : 90 F ; M.A.G. — Vanves : 30 F ; Anonyme : 10 F 50 ; Fédération de la Marne 232 F ; A.C. — Rungis : 20 F ; G.I. — Villars de Laus : 50 F ; Anonyme-Limoges : 500 F ; L.S. — Nice : 100 F ; Y.G. — Limoges : 45 F ; Sections Saint-Dizier : 325 F ; Section Paris 20e : 70 F ; J.C.C. — Vanves : 100 F. TOTAL 51 911 F 45

Objectif final 500 000 F.
Nous y arriverons tous ensemble !

UNE AUTRE FAÇON DE SOUTENIR TS :

NOM :
Adresse :
Somme versée
à l'ordre du PSU « Soutien TS »
CCP - Paris 14020 44

● et abonnez-vous à TS...

Un nom :

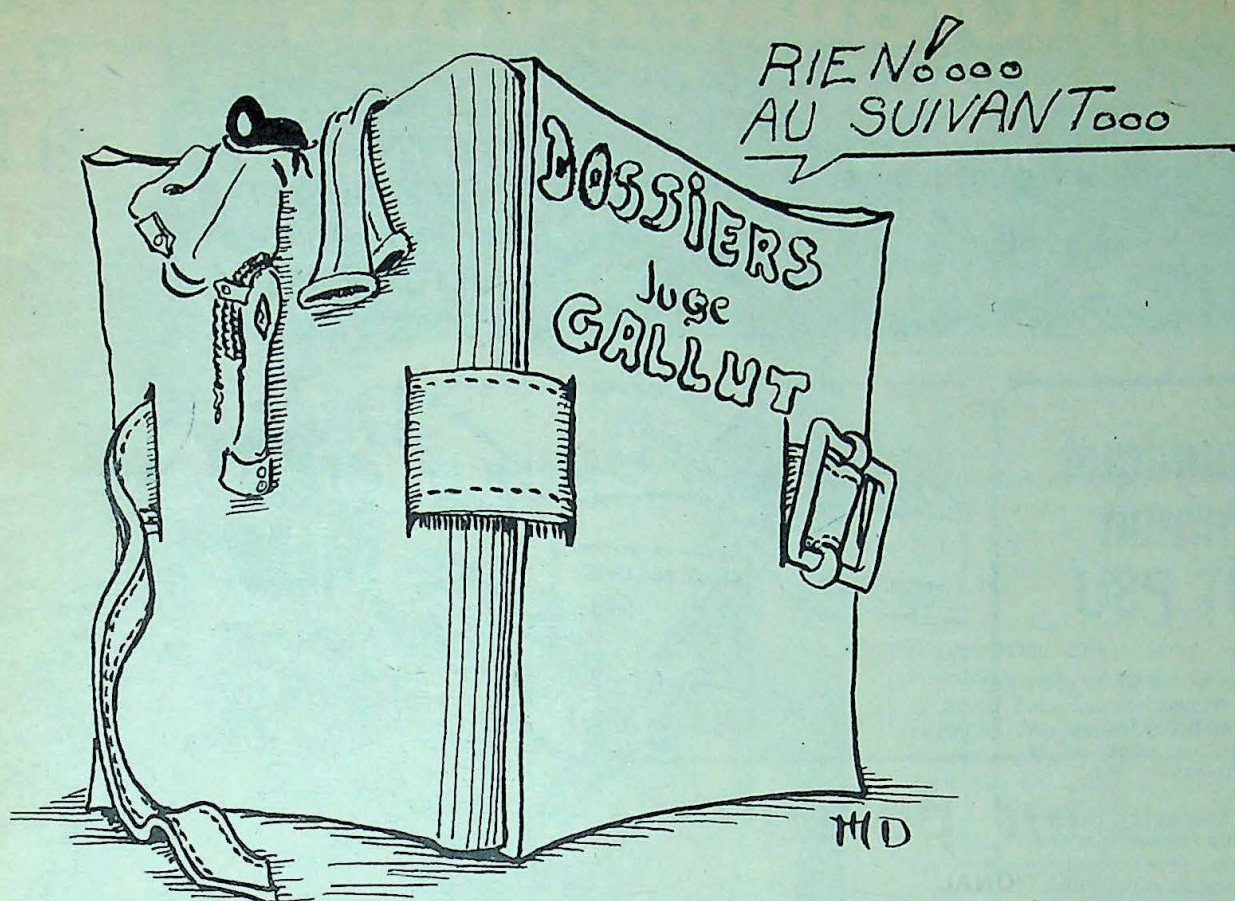
une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois 60 F - soutien 150 F)

TS 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65





LE VER ET LE FRUIT

Huit emprisonnés encore, et deux inculpations supplémentaires : le nombre total des inculpés, le 20 janvier, s'élève à 51. C'est dire que les objectifs sur lesquels s'est constitué le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés sont plus que jamais d'actualité : cessation des poursuites engagées, levée de toutes les inculpations et libération immédiate des emprisonnés. Et c'est dire aussi que la bataille pour l'exercice des libertés, y compris dans l'armée, mais aussi dans la société civile, est une nécessité de tous les instants.

* L'appareil répressif mis en place par le pouvoir contre les travailleurs (milices patronales et policières, volonté de limiter l'exercice du droit de grève, licenciements de militants syndicalistes) se situe dans un cadre général : « codification des libertés », campagne orchestrée nationalement sur les problèmes de « sécurité » et de lutte contre la « violence ». C'est dans ce contexte général de politique répressive, dans une situation de crise économique bien connue, que le recours à la juridiction de la Cour de sûreté de l'Etat prend toute sa signification. Les dossiers sont vides, certes ; c'est même ce « vide » de l'accusation qui ne met en aucun cas fin aux poursuites engagées par Gallut (deux inculpations en ce début de semaine) et qui a amené les avocats des inculpés à un geste inusité : l'ouverture des dossiers. Ce vide est inquiétant : on a mis en marche la chasse aux sorcières, à tous les militants dont le seul crime est de militer, et de se battre sur des positions qui sont publiques. C'est bien de délit d'opinion qu'il s'agit.

C'est ce que confirme aussi l'article de Bigeard dans *Le Monde* du 20 janvier, article dont le caractère « officiel » se veut gommé par la langue relâchée, et l'affirmation qu'il ne présente que le point de vue personnel du secrétaire d'Etat à la Défense... Au nom de l'individualisme français, thème connu, Bigeard développe l'autre thème bien connu aussi, hélas, du ver dans le fruit et du travail de sape entrepris par les meneurs extrémistes du contingent ou des syndicats.

Plusieurs faits y sont reconnus : il y avait bien malaise de l'armée puisque Bigeard nous dit qu'on veut faire croire à son renouveau ; et il y a bien des comités de soldats clandestins, dont le nombre « officiel »

retenu serait de 50 pour 500 formations... Quand on connaît les chiffres reconnus officiellement pour les manifestations ouvrières...

Rien de bien neuf, bien sûr, sauf peut-être l'efficacité que Bigeard s'attribue. « Rapidement (après sa désignation au gouvernement) une série de mesures, visant aussi bien la condition morale que matérielle des appelés, a été posée par le gouvernement, l'effet en a été très net : le contingent, dans son ensemble, s'en est trouvé généralement satisfait... »

Mais ces thèmes connus sont, eux aussi, inquiétants : appel au consensus, au sursaut de bon sens contre les menées dans et hors l'armée de quelques agitateurs, une poignée sans doute, et de surcroît, professionnels et payés par l'étranger. L'ancien responsable de l'ordre dans la région d'Alger sait de quoi il parle : c'est au nom de la même idéologie que « quelques » meneurs, Algériens ceux-là, ont été les victimes de ses services...

Bigeard partirait-il, que d'autres le remplaceraient pour reprendre eux aussi le thème de la démoralisation de l'armée.

Car la bourgeoisie ne peut prendre en considération, ni même comprendre, ce qu'est un mouvement de masse, ce que sont des revendications populaires. Pas plus que Bigeard, Massu, entre autres, ne pouvait admettre que la lutte des Algériens était une lutte de masse, et c'était ce qui justifiait, sur le plan de la propagande, la répression et la torture ; il n'est pas possible de reconnaître officiellement que, face à la crise, la classe ouvrière, loin d'être désarmée, se bat.

C'est en fonction de ses propres intérêts de classe que la bourgeoisie veut imposer cette image du ver dans le fruit ; mais la force vive, celle qui produit, c'est bien la classe ouvrière ; et s'il y a un ver, c'est l'ennemi des travailleurs, qui tente de diviser, en leur faisant craindre les « extrémistes » parmi eux.

Le PSU, partie prenante du mouvement ouvrier, se bat pour le socialisme autogestionnaire. Sur l'armée comme dans toutes les luttes actuelles, plus que jamais s'éclaire et s'affermi sa stratégie d'unité populaire.

Geneviève PETIOT ■

Démoralisez-vous

Gala organisé par le comité national
pour la libération des soldats et militants emprisonnés,
le 29 janvier de 20 h à 24 h,
à la Mutualité, 24, rue St Victor Paris 5°.

communiqué commun CFDT PSU

Deux délégations de la CFDT et du PSU, conduites respectivement par Edmond Maire et Michel Mousel, se sont rencontrées au siège de la CFDT, le mardi 20 janvier 1976.

Les deux délégations ont procédé à l'analyse de la situation économique, sociale et politique ; elles portent sur celle-ci les appréciations suivantes : cette situation est caractérisée par la stagnation et la régression du pouvoir d'achat, l'aggravation du chômage, la poursuite des licenciements, la répression contre les militants des organisations de la classe ouvrière.

Le gouvernement et le patronat, en développant une politique d'austérité, en mettant en difficulté croissante la Sécurité sociale, témoignent de leur volonté de faire supporter le poids de la crise aux masses populaires.

L'attaque du pouvoir contre la CFDT à propos de l'armée est un aspect d'une répression plus large dont sont victimes les militants dans les entreprises : licenciements pour activité syndicale, procès d'intimidation financière, etc.

En inculquant et en incarcérant des militants de la CFDT et du PSU pour de prétendues tentatives de démoralisation de l'armée, le pouvoir a tenté une manœuvre de diversion qui a échoué. Aujourd'hui, le gouvernement poursuit des militants pour ce qui est, en fait, un simple « délit d'opinion » ainsi que l'indique le dossier.

Le PSU et la CFDT demandent la libération immédiate de tous les détenus, l'arrêt des poursuites engagées et la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat.

Face à la crise actuelle du capitalisme, la CFDT et le PSU affirment que, seules, les perspectives du socialisme autogestionnaire offrent une réponse adéquate et une alternative crédible face aux problèmes vécus par les travailleurs et la population.

Les deux délégations estiment qu'il est nécessaire que se développe une action de masse fondée sur la prise en charge des revendications afin de forcer le patronat et le gouvernement à négocier et à répondre aux attentes des travailleurs.

Pour atteindre ce résultat, il est nécessaire que les organisations de gauche, syndicales et politiques, agissent dans le respect absolu de la diversité de leurs fonctions et de l'autonomie de leurs décisions, seul garant aujourd'hui d'une mobilisation populaire effective.

Paris, le mardi 20 janvier



Courrier

Mon frère, un objecteur

Cher camarade,

... Mon frère Claude Gilardi est en prison depuis le mois de mars 1975 et y restera jusqu'à décembre 1976. Il a été condamné à deux ans de prison ferme (le 4 septembre 1975) par le TPFA de Rueilly Diderot pour insoumission, refus d'obéissance, désertion (cette dernière étant critiquable vu qu'il s'est évadé d'une caserne où on l'avait mis de force). Mon frère est syndiqué à la CFDT depuis pas mal de temps. Il aura 25 ans en octobre.

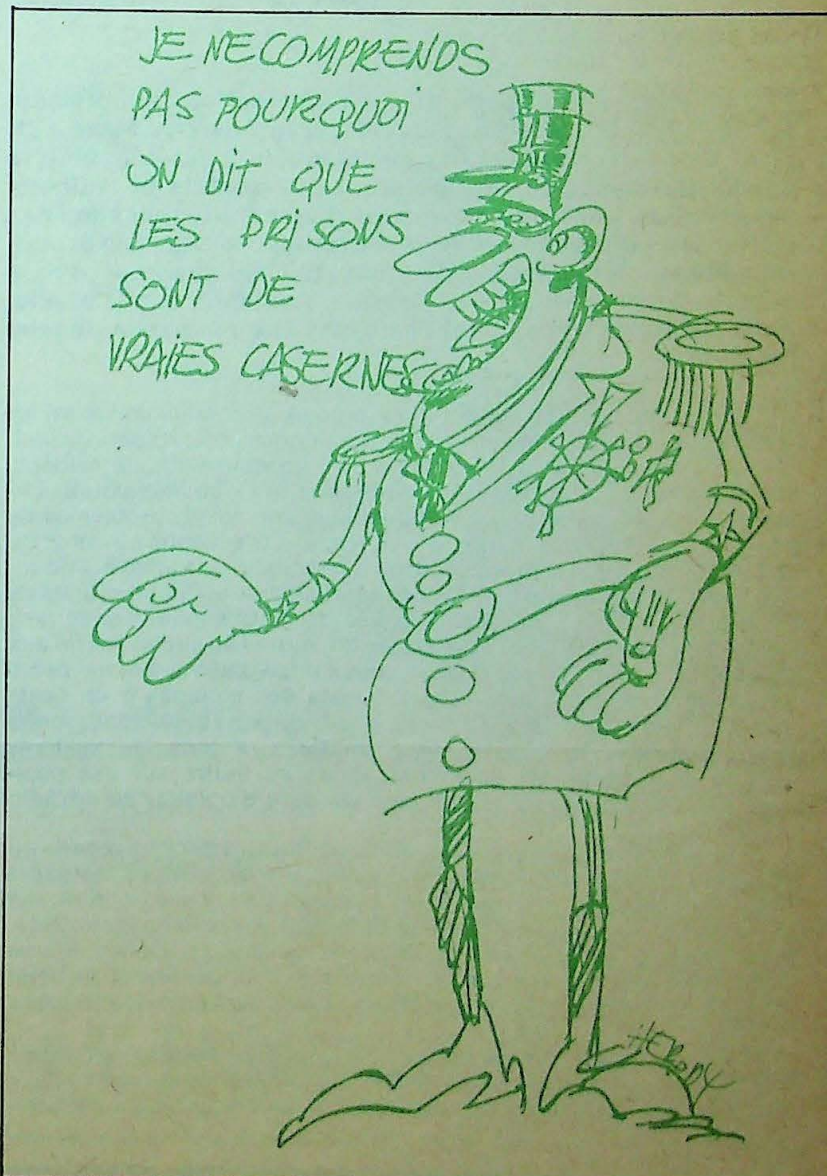
Il avait fait une demande de statut d'objecteur de conscience, mais il s'est vu refuser celui-ci parce qu'il avait envoyé sa demande 3 semaines trop tard. Mais les dates dans lesquelles vous devez envoyer votre demande de statut ne sont divulguées que par le **Journal officiel**.

Avant qu'il soit emprisonné, mon frère a toujours soutenu les grèves et les manifestations ouvrières. Il n'entend pas se séparer de son syndicat, qui a réussi à obtenir auprès de son usine à ce qu'il soit repris lorsqu'il sortirait de prison...

Les parents et frères de Claude Gilardi ont envoyé à tous les députés une lettre ou-

verte pour leur demander de prendre position.

On peut leur écrire M. et Mme Gilardi, Route du Moulin Neuf 94520 Perigny



Comité de masse à Brest

A l'appel de 55 personnalités locales, le comité brestois pour la libération des soldats et militants emprisonnés s'est formé il y a quelques semaines. Rapidement, plusieurs centaines de signatures étaient collectées dans les entreprises, les quartiers, facultés et lycées. Il a reçu le soutien de nombreuses organisations : SGEN-CFDT, SNES-SUP Droit, Paysans-travailleurs, groupe Témoignage chrétien, JEC, PSU, LCR, Groupe 75, CDA, Objecteurs brestois, FUAM, comité de marins « Tonnerre de Brest », comité breton anti répression. La CFDT, de son côté, dans un communiqué, saluait « les initiatives prises par d'autres organisations pour réclamer la libération des militants et soldats inculpés et emprisonnés ». Lundi 8 janvier, sous la présidence de Gilles Gourmelon, se tenait une première réunion publique à laquelle 400 personnes participèrent. Après la lecture d'un message du comité de marins « Tonnerre de Brest », plusieurs motions ont été adoptées. L'une d'elles « appelle tous les travailleurs brestois et leurs organisations à aider par tous les moyens en leur pouvoir l'action du comité de marins ». Le meeting se termina par une manifestation dans les rues. Rendez-vous était pris pour le passage de Chirac le vendredi 16 janvier, qui coïncidait avec les journées d'action du Comité national.

un peu d'histoire - un peu d'histoire - un peu



Marcel Bigeard, dans un article publié dans *Le Monde* (20 janvier), présente de nouveau une image « bonhomme » et « rassurante » du mouvement des soldats : quelques « meneurs », plus « quelques syndicalistes extrémistes », plus « une fraction des média », bref pas de quoi fouetter un chat. Suffisamment tout de même pour inculper 51 soldats et militants et pour envoyer au trou des dizaines de soldats dans de nombreuses casernes. Passons. Reste pour Bigeard que l'existence de ce qu'il appelle les « pseudo-syndicats » ne vient pas déranger pour l'essentiel l'ordonnance de ce corps si « sain » qu'est l'armée avec ses 600 formations. Juste un « ver dans le fruit ». Belle image dont il y aurait beaucoup à dire. Mais là n'est pas la question.

■ Ce que Bigeard ignore peut-être (lui qui sait que son tableau est faux), c'est la permanence, dans l'histoire du mouvement populaire en France, d'une contestation souvent spontanée, mais toujours forte, de cette « armée de la République » à laquelle il se réfère (1).

Certains épisodes sont connus. Les plus récents. Et nous avons été amenés, nous-mêmes, à rappeler récemment en quoi la lutte contre l'armée bourgeoise fait partie du patrimoine commun du mouvement ouvrier français. On se souvient, dans ce cadre, des positions prises par la seconde Internationale, à la veille de la première guerre mondiale, qui envisageait la grève générale contre la boucherie impérialiste qui se préparait. La majorité de la social-démocratie rangée au nom de l'« union nationale » dans le camp capitaliste, une poignée d'internationalistes réunis à Zimmerwald maintenaient pourtant bien haut la bannière de l'antimilitarisme révolutionnaire, tandis que de nombreux soulèvements, mutineries et même fraternisations étaient enregistrés dans les armées française et allemande.

Quant à la mutinerie des marins de la Mer noire qui refusèrent de porter leurs armes contre la révolution d'octobre, est-ce parce qu'elle avait été dirigée par Charles Tillon et André Marty, que le PCF, qui les a calomniés et exclus, n'en souffle plus mot ? On se souvient aussi de la grande campagne menée par le PCF et la CGT contre « la guerre du Rif » en 1927. On sait aussi la lutte contre la guerre d'Indochine, dans laquelle se sont manifestés des hommes comme Henri Martin, à l'époque en prison comme nos camarades, aujourd'hui membre du Comité central du PCF. Et que dire du combat contre la guerre d'Algérie et des centaines de soldats qui refusèrent de faire le sale boulot du colonialisme, certains même désertant et rejoignant avec armes et bagages l'armée de libération du FNL, comme l'aspirant Maillot militant communiste. Mais connaît-on d'autres épisodes ?

Celui de l'automne 1947 par exemple. Lorsque, derrière les travailleurs de Renault en grève, une grande bataille de classe s'engagea qui obligea les ministres communistes à démissionner au printemps du gouvernement tripartite. Mais les grèves et luttes populaires reprennent et culminent en octobre : mineurs, transports, chemins, métallurgistes, travaux publics, marine marchande, la lutte s'étend. Batailles de rues à Marseille suivies d'une grève générale (10 novembre). Inquiet, le gouvernement dissout les 151e et 155e compagnies de CRS jugées peu sûres et achemine des troupes fraîches vers la ville paralysée. Fin novembre, 2 millions de métallos s'arrêtent. Nouvelles bagarres, à Lyon, à Vincennes. Des ouvriers agricoles (30 000 dans l'Aube) rejoignent la lutte. Au 1er décembre, on compte 3 millions de grévistes. Le gouvernement rappelle 80 000 hommes de troupe mis à la disposition du ministère de l'Intérieur. Mais, dans plusieurs endroits, la troupe se refuse à intervenir. A Saint-Etienne, les soldats fraternisent avec

les ouvriers et plusieurs automitrailleuses surmontées de drapeaux rouges marchent contre les gardes mobiles. A Châteauroux, en Avignon, la troupe défile en chantant l'Internationale. Le 8 décembre, 10 000 soldats investissent le Nord minier avec des tanks.

Mais il y a plus ancien. Rappelons-nous l'affaire du 17e régiment qui, en 1907, mit « crosse en l'air » et refusa d'intervenir contre les viticulteurs en révolte. Le 20 juin, il s'empare de la caserne Mirbel, ouvre la poudrière, le magasin d'armes et défile dans les rues en chantant L'Internationale. À sa tête, quelques sous-officiers. Leur longue marche vers Béziers s'arrêta au bout de 22 kms. Puis la plupart furent envoyés dans les bagnes de Tunisie, ou d'ailleurs : profit exige, ils démarrèrent l'exploitation des mines de phosphates. Cet épisode héroïque de la lutte des classes est célébré dans la chanson « *Gloire au 17e* » que des générations de militants ouvriers ont chantée.

Ces révoltes et mutineries s'accompagnèrent souvent d'un refus spontané, d'une résistance à la conscription. Certaines études (publiées dans la revue *Le Peuple français*) font état, par exemple, de nombreux cas de désertion ou de désobéissance en Corrèze dans les années 1806-1810. Sur ces 5 années, on compte par exemple, sur un contingent total de 3 236 soldats, 552 cas de désertion et 1 876 cas de désobéissance. Des rassemblements de déserteurs sont signalés et seule une répression physique et financière (amendes...) put assurer le succès de la conscription de 1811.

On le voit, la lutte des soldats d'aujourd'hui, le soutien que leur apportent de nombreux secteurs du mouvement ouvrier n'est pas, n'en déplaise à Bigeard ou à d'autres, une « pseudo-affaire », mais, dans des conditions nouvelles, la continuation d'une des meilleures traditions de la classe ouvrière française.

Maurice NAJMAN ■

(1) Soit dit en passant, il n'est pas le seul. J.P. Chevènement, qui s'est fait depuis quelques temps « théoricien » des questions militaires au compte du PS, émaille ses documents de références constantes à cette armée républicaine (bourgeoise) formée pour la défense de la « Révolution ».

vient de paraître

PSU documentation n° 102

Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes

Prix 2 F en vente aux Editions Syros
9, rue Borromée - 75015 Paris
CCP 19 706 28 Paris

Chirac en Bretagne la parade du gestionnaire

Le voyage de Chirac en Bretagne a eu l'allure des déplacements des rois de l'ancien régime: ils ne voyaient que ce qu'on voulait bien leur montrer. Poignées de main, quelques brefs regards à droite et à gauche, du sourire crispé par ci, un intérêt soutenu par là, un dossier: la banalité des descriptions officielles n'a pas varié. Mais Chirac a été « chahuté » reconnaissent certains. En fait c'est toute la Bretagne qui a oublié Chirac ou qui l'a hué. A Brest, 10 000 manifestants; à Lorient, les marins pêcheurs occupaient le port avec leurs bateaux, à Saint-Brieuc de même; à Loudéac, chez Olida, manifestation des travailleurs; à Quimper 10 000 manifestants. Les militants du PSU ont été présents dans toutes ces démonstrations de colère.

La Bretagne ne veut pas plus être une région pour touristes riches que pour les touristes du gouvernement. Les mesures promises par Chirac (un gazoduc, des autoroutes, des promesses d'aide à la pêche, des assurances aux patrons de Quimper à propos de la réforme de l'entreprise) vont bien sûr dans le sens du patronat local et des notables. « Voyage de gestionnaire en tournée d'inspection » disait Ouest-France du 17 janvier. Un bon gérant pour les patrons.

La fédération bretonne du PSU avait d'ailleurs, avant qu'il ait lieu, analysé la signification politique de ce voyage de parade dans l'éditorial de Combat socialiste. Nous en reproduisons des extraits ci-dessous.

Après être allé jouer au père Noël en Guyanne, Chirac vient peut-être jouer au roi mage en Bretagne. C'est bien en effet toujours d'un jeu qu'il s'agit. En tout cas, s'il vient chez nous avec l'intention et l'espoir de faire tomber l'inquiétude et la colère qui montent en Bretagne, il risque d'être déçu. Ni ses rencontres avec les autorités et les notables du pays, ni les quelques millions qu'il pourra accorder ici et là ne seront suffisants et encore moins les promesses.

Chaque mois, avec les fermetures d'entreprises et les licenciements, des centaines de travailleurs viennent grossir les rangs des chômeurs, plus de 50 000 avoués à la fin de 1975.

Les paysans, eux, subissent plus que jamais la compression des prix imposée par les firmes agro-alimentaires et les gouvernements de la CEE, alors que leurs charges ne cessent d'augmenter.

Quant à la pêche, elle vit une situation de crise sans précédent, conséquence de la concurrence accrue sur le marché international et de la politique libérale et anarchique du gouvernement français. L'avenir de la pêche bretonne est peut-être déjà irrémédiablement compromis.

Cette situation, exigée par la restructuration capitaliste, est délibérément créée et entretenue par le pouvoir bourgeois français. Dans cette même optique ce pouvoir a choisi, sans les Bretons et contre les Bretons, comme « vocations » essentielles pour la Bretagne, le tourisme, les centrales nucléaires et les camps militaires. Juste ce qu'il faut pour vouer le pays au chômage et à l'exode.

C'est dans un même esprit de centralisme impérialiste qu'aux aspirations sociales, culturelles et politiques du peuple breton, ce pouvoir ne sait répondre que par la répression: neuf militants sont encore aujourd'hui emprisonnés et plusieurs autres inculpés pour le seul délit d'opinion.

Face à cette situation catastrophique, la Fédération bretonne, dans la ligne de sa stratégie d'unité populaire, s'est efforcée de créer les conditions d'une riposte unitaire et puissante pour que Chirac puisse apprécier à sa

juste mesure toute l'ampleur et la force de la colère des Bretons.

Elle regrette qu'en raison des exclusives et du refus de certaines organisations de prendre vraiment en compte des problèmes aussi graves que la répression, cette unité n'ait pas toujours pu être réalisée.

Les militants du PSU seront présents dans toutes les manifestations de cette fin de semaine. Ils mettront essentiellement en avant les mots d'ordre suivants: — libération des détenus politiques (militants bretons et militants et soldats emprisonnés pour leur action sur les libertés à l'armée), levée de toute poursuite, suppression de la Cour de sûreté de l'Etat,

— refus des choix économiques gouvernementaux capitalistes qui condamnent les Bretons au chômage et à l'exode,

— non aux centrales nucléaires, non aux camps militaires,

— reconnaissance de la personnalité et de la culture bretonnes. ■



Un anniversaire !

Le numéro 100 de PSU-Documentation vient de paraître. Un événement ! Depuis novembre 1968, régulièrement, une dizaine de fois par an, le service national de formation a fait paraître un nouveau numéro de PSU-Documentation. Récemment, grâce à son succès, la formule a pu être améliorée.

Plus il y aura d'abonnements, plus l'assise financière et la qualité de la brochure s'amélioreront. A tous ceux qui s'abonnent à l'aide du bulletin ci-dessous (30 F pour 20 numéros), PSU-Documentation, à l'occasion de son centième numéro, offrira en cadeau un lot de tous les numéros disponibles jusqu'à la nouvelle formule :

— Sur le mouvement politique de masse ; la police dans la lutte des classes ; Rosa Luxemburg ; la crise du système monétaire internationale ; le mouvement révolutionnaire à l'Université ; le recrutement ; quand les patrons vont à l'école ; sionisme et libération palestinienne ; sur la question agraire ; le PSU analyse le rapport Sudreau.

Soit un cadeau de 23 F. Alors, remplissez le bulletin, joignez un chèque de 30 F.

PSU - DOCUMENTATION : ABONNEMENT

Nom :

Prénom :

Adresse :

A adresser à Editions Syros, 9, rue Borromée 75015 PARIS - CCP : 19 706 28 PARIS. L'offre est valable dans la limite des numéros disponibles.

les patrons et les démagogues

Le CNPF a réuni ses assises le 13 janvier. Les conclusions sont claires : l'année 1976 sera marquée par une offensive patronale encore accrue. Chirac disait le même jour : « l'année sera difficile ».

Les patrons, eux, ne souhaitent pas qu'elle soit difficile pour eux. L'hostilité qu'ils ont montrée contre les projets de réforme de l'entreprise, de taxation de plus-value, a été très nette. Leur refus de payer le prix de la crise — qui s'est manifesté notamment lors de la négociation avec les centrales syndicales pour la reconduction et l'amélioration des accords sur l'indemnisation du chômage partiel — est évident. Ils demandent aussi au gouvernement de remettre en cause tous les freins à la libre entreprise : liberté des prix, exemption d'impôts sur les bénéfices, liberté de licencier, en un mot la liberté d'exploiter les travailleurs.

Ils mettent bas les masques : Ambroise Roux (vice-président) dans son rapport déclarait : « il est essentiel de donner une place privilégiée à la voie hiérarchique » et « le comité d'entreprise est devenu un organe de contestation ». Il n'est plus question d'ambitions sociales. José Bidegain, interrogé par Yvan Levaï sur Europe 1, se ralliait à ces positions alors qu'on lui a fait une réputation de progressisme, voire de gauche. C'est la guerre. Le patronat veut remettre en cause tous les coûts sociaux de la production et avoir le droit de gérer sa crise.

Il trouve avec le gouvernement actuel un allié de choix : au lendemain des assises, Durafour, soi-disant ministre du Travail, prend le relais des patrons et déclare que « la loi sur les comités d'entreprise devait être modifiée dans le sens d'une plus grande participation des travailleurs syndiqués » : contestation à peine voilée des organisations syndicales représentatives. Ce n'est qu'un exemple. La chasse aux syndicalistes se développe alors que la démagogie giscardienne fait feu de tout bois.

La démagogie rassurante de la gauche (Rocard n'a-t-il répondu à Yvan Levaï que le PS n'apparaissait pas beaucoup car il se préparait à assumer le pouvoir) laisse la classe ouvrière bien désarmée face au patronat. La « reconstitution » du tissu industriel français va coûter bien cher aux travailleurs cette année : chômage, répression, frein sur les hausses salariales. Le mécontentement ne va peut-être pas attendre le jour du bulletin de vote. Encore faut-il que, contre la réorganisation du capitalisme et des patrons, la riposte soit suffisamment massive et coordonnée pour triompher.

du désespoir à la colère

On reparle dans le Midi d'une révolte des vignerons comme en 1907. Les CRAV (Comités régionaux d'action viticole), reçus par Chirac la semaine dernière, ne reconnaissent pas les projets gouvernementaux (notamment celui d'Office des vins) comme capables de résoudre la crise. L'action va donc se durcir.

Pour faire le point, nos camarades de l'Hérault ont interviewé un des responsables du MIVOC (Mouvement d'intervention viticole occitan), Jean Huillet.

TS : Jean Huillet, qui es-tu ?

Jean Huillet : Je suis viticulteur à Valros, dans l'Hérault, situé entre les plaines et les coteaux, un endroit idéal pour faire de la vigne. J'ai 5 hectares de terre et 3 autres en métayage : je donne un tiers de ma récolte au propriétaire de ces 3 hectares. Je fais, avec 8 hectares, partie des petits propriétaires : la moyenne est de 10 hectares dans la région. Je suis militant occitan, membre du CRAV, porte-parole du MIVOC au CRAV, militant à Lutte occitane.

TS : Que penses-tu du Comité régional d'action viticole ?

J.H. : Le CRAV est la seule organisation qui, à l'heure actuelle, peut mettre les viticulteurs dans la rue et permettre une prise de conscience des agriculteurs.

nant une faiblesse dans l'action parce que, en fonction des événements, telle ou telle organisation boude l'action. C'est pourquoi, alors que nous sommes dans une situation financière et économique catastrophique, il n'y a pas autant de remue-ménage que l'on aurait pu le souhaiter. Certains dirigeants n'osent pas remettre en cause radicalement la politique du pouvoir. Alors que le monde viticole est prêt d'une manière générale à faire ce pas.

Il y a des différences d'idéologie au sein du CRAV. Le CRAV a été créé en référence à l'action de 1907. Il mène une action de masse. Mais il faut être vigilant en permanence sur les tendances poujadistes et corporatistes de certains leaders qui risquent d'entraîner le CRAV sur des bases qui favoriseraient en définitive la politique du pouvoir.

les problèmes de la viticulture : il va permettre de s'en sortir pour un ou deux ans. Il faudra se battre pour trouver une solution politique à nos problèmes.

A côté, il y a les projets du PCF, du CNJA et des pouvoirs publics.

Le projet du CNJA et des pouvoirs publics renforce simplement l'Institut des vins de consommation courante. Il nous amènerait davantage de contraintes, et ne pose pas le problème au niveau européen. Quand on pose la question à Paris : comment allez-vous contrôler ce que font les négociants, il n'y a pas de réponse. Quand on demande le mécanisme, on n'obtient rien non plus. Si c'est pour avoir un « super » Institut des vins, nous sommes contre.

Cependant, nous accepterons comme solution à moyen terme une intervention de l'Etat si le prix du vin était discuté à l'avance entre les pouvoirs publics et nous pour ramener le prix pratiqué à un taux rémunérateur, (la différence entre le prix payé par le négociant et ce taux rémunérateur étant payé par l'Office).

TS : 1976, un nouveau 1907 ?

les peines du monde à calmer certains de nos camarades et cela risque évidemment d'être récupéré par le pouvoir pour dénaturer le mouvement. On en reparlera. Ça peut très bien prendre la forme d'Aléria : ça peut très bien prendre la forme de 4 ou 5 types avec des fusils qui vont partir à l'assaut d'un camion de CRS, parce qu'actuellement il y a des gens qui sont acculés au désespoir. Dans les Corbières, à l'heure actuelle, certains se demandent s'ils mangeront. Moi je n'ai pas de problème, je sais que je mangerais, ma femme travaille, mais malheureusement ce n'est pas le cas pour tous.

TS : Après les grandes manifestations viticoles de 1975, les viticulteurs croient-ils encore à une solution possible de leur problème dans le cadre d'une France membre du Marché commun ?

J.H. : Non, d'une manière générale, les viticulteurs sont contre le Marché commun. Ils n'y croient pas comme lieu de solution au problème viticole. Il a créé le libéralisme au niveau du marché et le libéralisme a entraîné la crise viticole.



Réunion du Comité régional d'action viticole à Béziers.

Comme toute organisation qui n'a pas des conceptions politiques précises, elle a des contradictions. Le CRAV est la convergence de toutes les organisations syndicales du Midi. On y rencontre des gens qui développent l'idéologie du pouvoir comme le CNJA, ou l'idéologie communiste comme le MODEF, ou toutes les autres. Ça fait sa force et sa faiblesse.

Quand le CRAV fait un appel, énormément de gens descendent dans la rue : il peut donc créer un rapport de force. Mais c'est aussi sa faiblesse car, à l'heure actuelle, la crise devient politique. Les divergences entre les différentes tendances du CRAV apparaissent, entraî-

TS : Que penses-tu du projet d'Office du vin ?

J.H. : Il n'y a pas un seul projet. Il y a le projet de la profession, en gros celui des caves coopératives, qui préconise un organisme d'Etat pour intervenir sur le marché lorsque le prix du vin n'est pas suffisamment rémunérateur. Quand celui-ci descend en dessous d'un certain prix, l'Etat intervient pour payer la différence entre le prix payé par le négociant et celui payé par le viticulteur pour pouvoir vivre. Pour cet Office-là, nous sommes d'accord, tout en sachant très bien qu'il n'est qu'une solution à moyen terme, qu'il ne résoudra pas

J.H. : Non, ce n'est pas comparable, 1976 risque d'être très dur. S'il y avait de véritables forces de gauche constructives dans le CRAV, si les forces traditionnelles voulaient bien s'en donner la peine, on pourrait essayer d'arriver à quelque chose de beaucoup plus intéressant qu'en 1907, à une mobilisation de masse politique. Mais, à l'heure actuelle, pour des raisons de politique de cuisine, cette union n'existe pas ; par contre, nous subissons une accélération de la crise et une paupérisation.

Il va y avoir des gens qui, spontanément, vont faire des actions d'une violence extrême. On a toutes

Qu'est-ce que le MIVOC ?

Créé en novembre 1975, le Mouvement d'intervention viticole occitan apparaît de façon organisée pour exprimer une analyse de la situation des viticulteurs. Il ne veut pas cependant gêner les autres organisations professionnelles dans leurs travaux.

Il est en désaccord avec le CDJA au niveau régional. De nombreux viticulteurs l'ont quitté dans certains cantons (Pézenas, Roujan, Béziers, Montagnac, etc.) pour deux raisons : le CDJA propose des solutions économiques proches de celles des pouvoirs publics et cautionne l'idée d'un Office des vins. Par ailleurs il ne respecte plus la démocratie syndicale au niveau régional.

Le MIVOC se bat, lui, contre ceux qui organisent le pillage du Midi :

- le pouvoir politique en place qui sacrifie la viticulture, l'arboriculture occitane au profit du capitalisme international,
- le négoce qui ne cesse d'utiliser les contradictions existant entre le marché national et international pour mieux exploiter les vignerons italiens ou occitans,
- les gros propriétaires fonciers qui spéculent et sont les seuls à bénéficier de l'aide de l'Etat alors qu'ils sous-payent la main-d'œuvre agricole.

Le MIVOC se bat pour un prix du vin à 12 F 50 minimum par degré-hecto, le retour à des contrats normaux avec le négoce et la baisse de la TVA de 17 à 7 %. Il demande également une rémunération réelle du travail viticole et l'arrêt de la spéculation sur le vin. A long terme il veut « la terre à ceux qui la travaillent » et refuse l'industrie touristique de luxe, les camps militaires et les centrales nucléaires en Occitanie.

J.Y. R. ■

Au-delà des

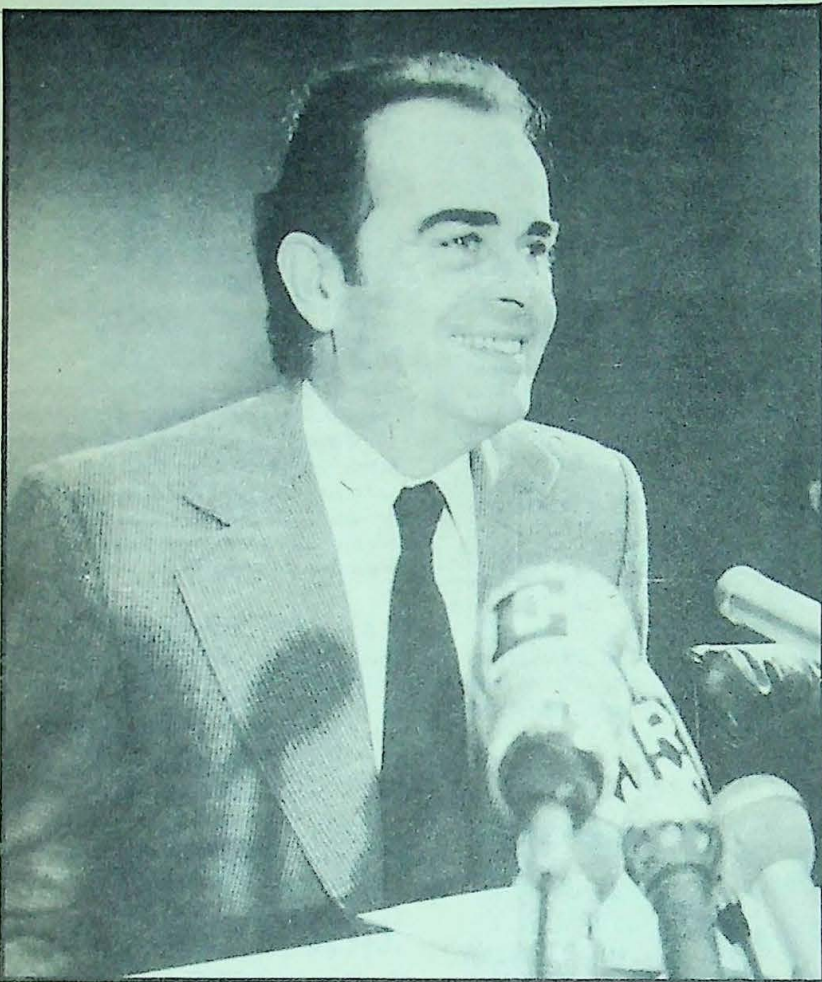
réalité, elle découlait de l'analyse des situations concrètes auxquelles la classe ouvrière s'est vue confrontée au siècle dernier, dans les phases les plus aiguës de sa lutte contre la bourgeoisie. C'est à chacune de ces étapes, chaque fois que le problème de la conquête et de l'exercice du pouvoir s'est vu posé aux travailleurs, qu'elle a été précisée ou modifiée. C'est dans le cours de sa réflexion sur les révolutions de 1848 que Marx commence à l'élaborer. C'est à la lumière de l'expérience de la Commune qu'il en achève la définition.

Face à l'illusion réformiste, Marx démontre que l'Etat bourgeois, ce « **pouvoir spécial de répression** » garantissant la domination du capital, ne peut être utilisé par la classe exploitée pour assurer son émancipation, qu'il doit donc être brisé. Face à l'illusion anarchiste, il explique que le prolétariat victorieux a encore

besoin d'un instrument de répression pour se défendre contre l'ennemi de classe. Cet Etat (ce semi-Etat, dit Engels), déjà engagé sur la voie du dépérissement, mais dont seule l'existence peut exclure le retour au pouvoir de la bourgeoisie, c'est la classe ouvrière constituée en classe dominante et à l'intérieur de laquelle règne la plus large démocratie ; dictature du prolétariat et démocratie ouvrière sont indissolublement liées chez Marx, pour qui la dictature ne représente qu'une forme provisoire d'exercice du pouvoir, un simple moyen lié aux conditions concrètes de la lutte, et non un principe permanent.

Une nouvelle vague révolutionnaire allait reposer le problème : mais à la « dictature démocratique » des masses populaires organisées en Soviets, définie par Lénine à partir d'avril 1917 et qui s'imposait en octobre,

L'immoralité : nouveau concept



Entériné à l'unanimité par le Comité central, l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat dans le projet de texte soumis au débat du 22e congrès continue à faire couler beaucoup d'encre. Les commentateurs s'interrogent sur la portée de cet événement et sur son caractère, interprété suivant les cas comme purement tactique ou comme révélateur de changements profonds.

⊗ Nous avons rappelé la semaine dernière qu'à notre sens il s'agissait essentiellement, pour la direction du PCF, de mettre en accord les textes avec la réalité, c'est-à-dire avec une stratégie néo-réformiste qui s'est vue progressivement précisée depuis plusieurs mois.

Ce dernier virage tactique, qui s'est accompagné d'une appréciation plus critique sur l'exercice des libertés dans les pays socialistes, marque la volonté du PCF de saisir toutes les occasions s'offrant à lui pour se présenter avec éclat comme « **le parti des libertés** » et lui permettant de concurrencer sur ce terrain le parti socialiste. Le maintien de son influence électorale et l'affirmation de ses prétentions à l'exercice du pouvoir dans le cadre du régime politique actuel sont à ce prix. Ce tournant idéologique, dont l'avenir nous révélera la profondeur, n'a pas pour autant été pris une fois le débat mené à son terme dans le parti ; il a été « **enregistré** » par le Comité central avant même le congrès. Ainsi la direction du PCF préconise, pour l'ensemble de la société, le plein usage de règles

démocratiques qui ne sont pas respectées dans sa propre organisation.

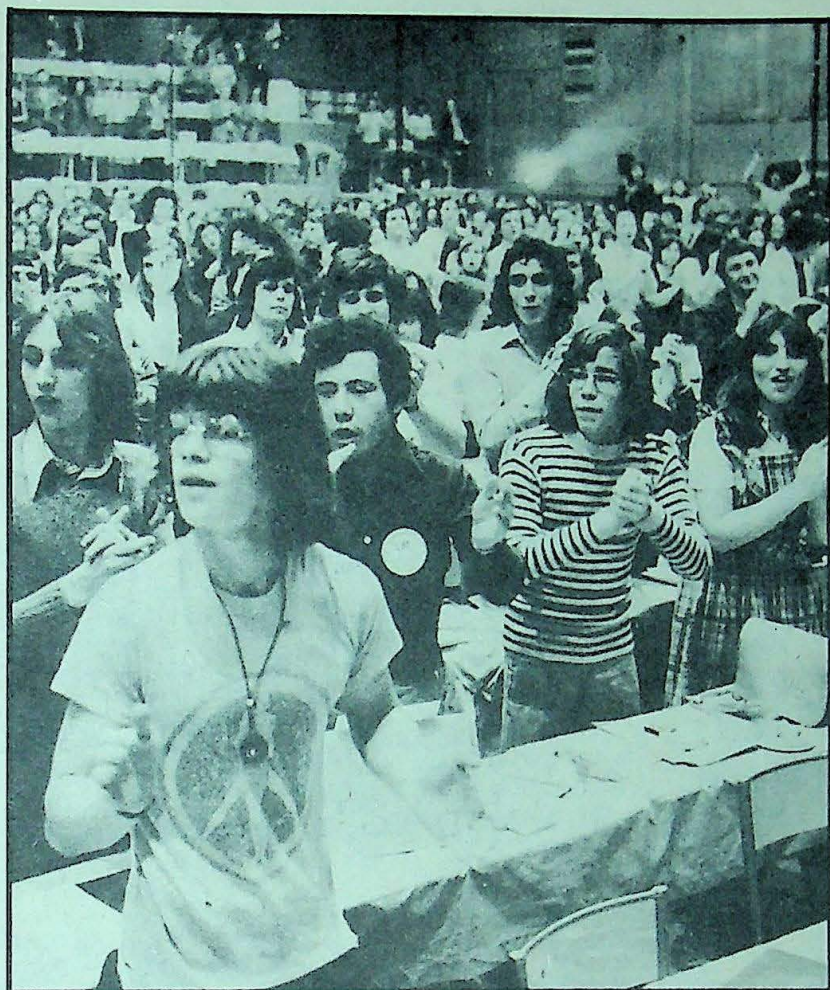
Il est rare que des problèmes théoriques comme celui de la dictature du prolétariat soient évoqués aussi largement, notamment dans une presse qui a d'ordinaire d'autres sujets de prédilection. Puisque la question est d'actualité, profitons-en pour l'examiner sur le fond...

Un des plus graves dangers qui menacent une doctrine révolutionnaire est d'y voir les concepts transformés en dogmes, et le fétichisme des mots s'y substituer à l'analyse. Dans la plupart des courants contemporains d'inspiration marxiste — ou qui se prétendaient tels —, le concept de dictature du prolétariat est devenu une formule rituelle, un signe distinctif, un label révolutionnaire. Pour ne pas se voir accoler l'épithète injurieuse de « **réformiste** », des hommes comme Léon Blum il y a cinquante ans, ou Michel Rocard voici quelques années, prêtèrent allégeance à cette formule. Vidée de tout son sens dans le mouvement communiste par le stalinisme, la référence à la dictature du prolétariat est devenue dans de larges secteurs de l'extrême gauche une incantation, un signe de fidélité à une notion figée, extérieure à l'analyse politique et historique.

La conception originelle de la dictature du prolétariat, celle de Marx, celle du marxisme vivant, n'a rien à voir avec les mythologies stalinienne ou groupusculaire. Elle s'appuyait sur la

formules

la guerre civile, en broyant une classe ouvrière déjà minoritaire, substitua une dictature étroite, centralisée, de type jacobin, dont la démocratie soviétique ne constitua plus dès lors qu'une façade idéologique. La théorisation de cet état de fait par les communistes russes aboutit à une nouvelle conception de la dictature du prolétariat, où à l'ensemble de la classe ouvrière se substituait son « avant-garde », elle-même réduite ensuite au seul parti communiste. En 1923, la résolution du 12e congrès du PC russe, affirma que « la dictature de la classe ouvrière ne peut être réalisée autrement que sous la forme de la dictature de son avant-garde dirigeante, c'est-à-dire le parti communiste ». Cette conception, qui remplaçait l'hégémonie exercée par la majorité exploitée sur la minorité exploitée par la domination autoritaire d'une minorité « éclairée », s'imposa dans le mouvement



communiste et survit encore aujourd'hui dans certaines sectes d'extrême gauche. Nous laissons à ces dernières le soin de reprendre le flambeau des mains du dernier révisionniste en date, le PCF.

Nous ne pouvons en effet que refuser « cette » dictature du prolétariat, qui n'est en fait qu'une dictature bureaucratique. Tout comme la démocratie bourgeoise, elle s'oppose de façon absolue à la démocratie ouvrière, c'est-à-dire à la forme même sous laquelle peut s'exercer l'hégémonie politique de la classe ouvrière. La démocratie ouvrière est la condition *sine qua non* du succès durable d'une révolution socialiste et de l'autogestion. Elle suppose que participe à la lutte révolutionnaire la majorité, non seulement de la classe ouvrière, mais également de tous les travailleurs exploités par le capitalisme, gagnés au combat de la classe ouvrière et librement associés à elle. Elle implique l'exercice du pouvoir à tous les niveaux par cette majorité elle-même — et non par sa seule « avant-garde » ou par ses représentants « historiques ». Elle repose sur la libre organisation des masses ouvrières et populaires, le plein usage de toutes les libertés et la limitation de l'emploi de la contrainte physique aux seuls ennemis de classe irréductibles — intérieurs et extérieurs. Elle est la base de l'autogestion. Sans cette « démocratie sans limites » dont parlait Rosa Luxemburg, la dictature du prolétariat ne peut que devenir dictature sur le prolétariat, et l'hégémonie politique de la

classe ouvrière une formule creuse recouvrant un nouveau type de domination sur les travailleurs.

François TURQUAN ■

ERRATA

Notre malheureux camarade Pierre Cain a vu ses articles, d'une valeur par ailleurs inestimable, amputés de plusieurs lignes, dont l'absence en a modifié le sens d'une façon assez regrettable.

Dans le n° 685, page 5 (« un pas en avant, un pas en arrière ») deux lignes ont sauté dans le dernier alinéa de la 1ère colonne : il fallait lire « passant par l'exercice des fonctions gouvernementales dans le cadre de l'Etat bourgeois. Ils maintiennent — ou retrouvent, dans le cas de la jeune génération... »

Dans le n° 686, page 11 (« La Chine sans Chou ») le regretté Chou En Lai est qualifié — à tort — d'artisan de l'élimination de l'économie chinoise (2e colonne, 2ème ligne). Le texte authentique précisait : « Il fut l'artisan de l'élimination de Lin Biao et de Chen Po ta et le maître d'œuvre de la reconstruction du Parti, de l'Etat et de l'économie chinoise ». La nuance est de taille... Dans le même article (fin de la 2e colonne) les noms de certains dirigeants du PCC ont été mal retranscrits : il faut lire « Wang Hong Wen et Yao Wen Yuan ».

Le gouvernement des producteurs eux-mêmes

L'analyse marxiste de l'Etat, on le sait, révèle son caractère de classe. L'Etat est institué dans les sociétés de classe pour assurer la domination de la classe qui possède les moyens de production essentiels. Marx tirait de cette analyse plusieurs conclusions : d'abord que, dans une société sans classes, l'Etat, instrument de domination d'une classe sur les autres, doit disparaître avec la disparition de l'antagonisme des classes. L'idée que l'Etat doit inévitablement tomber avec la domination de classe est constamment exprimée par Marx comme par Engels. Engels s'exprime là-dessus sans aucune ambiguïté : « La société qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, relèguera toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze ».

L'Etat n'est pas aboli, il dépérit, il est absorbé par la société. « Il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir est précisément le résumé officiel de la société civile » (Marx). Lénine a maintenu dans L'Etat et la révolution la théorie du dépérissement de l'Etat. La deuxième conclusion de l'analyse marxiste de l'Etat, liée à la théorie de la lutte des classes, c'est que la classe ouvrière doit conquérir le pouvoir politique, le pouvoir d'Etat, pour assumer, transformer les structures démocratiques de la société. A la lumière des expériences révolutionnaires de 48 à 71, Marx va plus loin : il dira que le prolétariat doit briser la machine bureaucratique et militaire de l'Etat bourgeois, établir sa propre dictature, définie comme une transition politique. « Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci, à quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat » (Marx, Critique du programme de Gotha).

Quel est le contenu de cette dictature du prolétariat ? Marx a vu dans l'ensemble de la Commune « la forme politique enfin trouvée » : armée, police et bureaucratie de l'Etat bourgeois sont supprimés. L'armée permanente est remplacée par la milice populaire, la police est devenue un service public. Fonctionnaires et délégués de la Commune sont élus au suffrage universel, révocables, et liés par mandat impératif. La hiérarchie est exclue tant au niveau des salaires qu'à celui de la fonction. Ainsi Engels s'écriait : « Eh bien Messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat ! ».

Ce concept de dictature du prolétariat dont on a fait un monstre, dont l'histoire a fait un monstre, retrouve chez Marx son véritable sens : le gouvernement des producteurs eux-mêmes, qui n'est plus un Etat, au sens propre, un « semi-Etat », dira Lénine.

Victor LEDUC ■



le PCF dans les entreprises

une certaine lucidité

Là où les militants du PSU mènent un travail de masse dans la CGT, ils créent dans les sections syndicales et dans les sections du PCF un malaise et les obligent à réfléchir sur leur pratique. C'est ce que révèle un compte-rendu dans l'Humanité de la conférence de la section PCF de l'usine Chausson.

Pendant cette grève qui a duré huit semaines, l'Humanité avait, vis-à-vis des gauchistes, un tout autre langage que celui que révèle cet article. On parlait des « hyènes gauchistes ».

Pour battre les gauchistes

Aujourd'hui, on transforme légèrement cette grève qui fut un demi-échec en « un grand succès ». On développe aussi une étrange conception de la pluralité politique et de la démocratie dans les syndicats... « La démocratie est le seul moyen d'isoler et de battre les gauchistes, la grève l'a prouvé lors du vote sur la reprise du travail ». Sans commentaires ! Alors que nos camarades avaient justement réussi à faire accepter par les militants CGT une organisation démocratique de la lutte par la création et l'animation d'un comité de grève.

Mais l'article tente par ailleurs une analyse plus réaliste de la grève de Chausson. « Les cellules méconnaissent les problèmes des travailleurs de fabrication, de leurs conditions de travail et du poids de la crise... Et alors que la révolte des OS grondait, le terrain était laissé libre à l'activité gauchiste... Celle-ci a un écho dans l'entreprise jusqu'à la direction du syndicat CGT. La majorité des délégués estiment que la permanence des idées gauchistes a une base objective, inscrite dans la réalité de l'entreprise : les OS exaspérés de leur sort. L'aggra-

vation de la crise ne peut que renforcer cette base ».

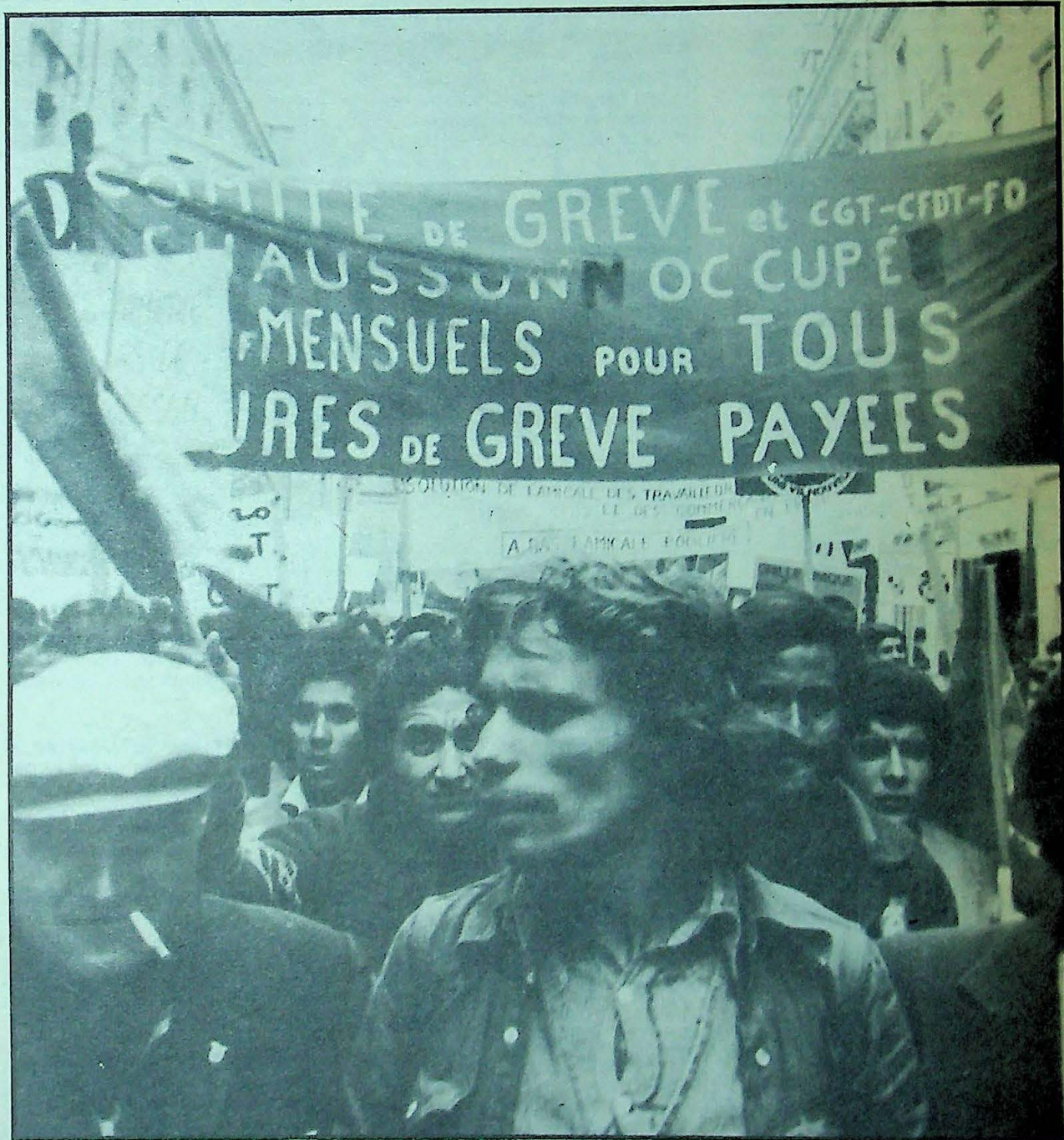
On tire les leçons

Il faut remarquer que, par ailleurs, « une forte minorité » de la

conférence du PCF-Chausson a exprimé ses craintes devant l'abandon de la formule « dictature du prolétariat », que bien des camarades ont aussi du mal à prendre en considération la nécessité d'élargir l'alliance immigrés-ouvriers-techniciens -

employés-cadres, jusqu'aux ingénieurs et cadres supérieurs.

Les militants du PCF de Chausson semblent avoir bien tiré les leçons de la grève et de leur désarroi au début du conflit. Ce faisant, ils expriment ainsi certaines réticences par rapport à la ligne



Social en bref

● Vallourec : déménagement

Depuis le lundi 12 janvier, les travailleurs de Vallourec de Noisy-le-Sec sont en grève. La direction refusant leurs revendications en bloc, ils sont passés à l'action pour obtenir le 13e mois, les 40 heures, 200 F uniformes d'augmentation, le paiement des heures de grève.

Devant cette offensive des travailleurs de Vallourec, les patrons n'ont pas tardé à réagir. Dans la nuit de samedi à dimanche, ils faisaient sortir de l'usine de Haumont 600 tonnes de petits tubes soudés qui viendront renforcer les stocks des magasins de la région parisienne et les mettront à

l'abri d'une réaction des travailleurs du trust, solidaires et concernés par l'action de ceux de Noisy-le-Sec.

Pour contrer ces manœuvres, la section CFDT appelait à l'occupation. Mais le lundi 19 janvier, la majorité des travailleurs a refusé ce moyen d'action à l'appel de la CGT. Par contre les élus du PCF sont, bien entendu, venus soutenir les travailleurs.

● Assurances : en 76, pas de contrat-bidon !

Les négociations sur les salaires viennent de débiter dans la profession. Conformément aux directives de Fourcade et de Ceyrac, les patrons refusent toute progression du pou-

voir d'achat et s'accrochent à l'indice de l'INSEE.

Les manœuvres patronales qui avaient pour objectif d'arracher la signature (comme les deux années précédentes) des minoritaires FO, CFEC et CGC, ont été déjouées par l'action des salariés. En effet, à l'appel de la CFDT et de la CGT, une demi-journée de grève et deux manifestations ont démontré la volonté du personnel des assurances de refuser cette nouvelle atteinte à leur pouvoir d'achat. A la suite de la dernière manifestation du 16 janvier réunissant plus de 10 000 personnes (soit le double de la semaine précédente), les syndicats ont refusé les propositions des patrons qui ont rompu les « négociations ». La CFDT et la CGT ont invité les autres

organisations à se joindre à l'unité d'action pour amplifier cette première brèche dans la politique contractuelle, héritage du « nouveau socialiste » Delors.

● Machines-outils : un plan bidon

A la suite de l'annonce, le 11 janvier, par le ministre de l'Industrie d'un plan de développement de l'industrie de la machine-outil en France, la FGM-CFDT juge l'initiative gouvernementale comme un catalogue qui n'innove rien. Depuis quelques mois, les restructurations sauvages se multiplient dans ce secteur (fermetures, licenciements et chômage partiel chez Amtec, Gambin, Hure, Cincin-

là aussi, on restructure

Malgré l'avis défavorable de l'inspecteur du travail, le ministère a accordé le 31 décembre 1975 le licenciement d'un délégué syndical de l'IFES de Marseille (Institut de formation d'éducateurs spécialisés). Ce licenciement est significatif de la réalité du secteur social, avec l'application progressive de la « loi sociale » dans les établissements de l'enfance inadaptée.



Avec le vote de la loi sociale, s'annonçaient une série de restructurations et une tentative de reprise en main du secteur par les ministères.

Le pouvoir a mené ainsi une double offensive. Une offensive économique : un secteur mieux organisé coûte moins cher à l'Etat ; il ne faut pas oublier que la majorité des établissements de l'enfance inadaptée sont financés par la DASS (1) sous forme de prix de journée. Une offensive idéologique : contrôler les prix de journée, c'est également contrôler « la pédagogie » et la politique en matière d'action sociale dans un secteur qui commence à se manifester « de façon subversive » (notamment à partir des centres de formation).

Les premiers touchés par ces mesures sont les travailleurs : restrictions entraînant invariablement des fermetures d'établissements, des licenciements, et de façon plus générale l'aggravation des conditions de travail. La qualité du service rendu aux usagers en souffre également. Les usagers, ce sont les gens catalogués comme débilés, caractériels, cas sociaux, drogués, prostituées, etc., mais aussi pour les centres de formation les élèves, futurs travailleurs sociaux. La lutte menée à l'Institut de formation des éduca-

teurs spécialisés de Marseille met en évidence ces aspects du travail social.

L'IFES de Marseille est une des écoles où les travailleurs en formation se sont mobilisés ces deux dernières années pour revendiquer un statut salarial (salaire égal au SMIC, droit syndical... et des conditions décentes de formation), à l'appel d'une section CFDT active. Il est contrôlé par le CREAL (Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptées, association 1 901 gestionnaires de l'école et de nombreux établissements). Le CREAL est le plus gros employeur de la région dans l'enfance inadaptée avec à sa tête Mme Poinso-Chapuis, ancien ministre, patron de choc.

La situation s'est aggravée en septembre 1975 par l'application des normes restrictives concernant l'ensemble des écoles (pour l'IFES cela a entraîné une restriction d'un tiers du nombre de formateurs et du budget de fonctionnement). L'employeur a favorisé cette politique de pourrissement, encourageant notamment un projet de création d'un Institut régional de formation de travailleurs sociaux, tels qu'ils sont prévus dans les projets gouvernementaux. Il a également utilisé cette situation pour réprimer la section CFDT, (la section CGT faisant de

plus en plus ouvertement le jeu de la direction) : licenciements de personnel dans les services généraux, diverses mutations et enfin le licenciement du délégué syndical, alors directeur-adjoint responsable d'un département d'activités.

Mais la répression syndicale ne concerne pas uniquement les formateurs : en effet, depuis deux ans, le CREAL refuse de reconnaître les sections CFDT et CGT des travailleurs en formation comme interlocuteurs valables.

Pour l'IFES, la grève, décidée par les formateurs CFDT, a été reconduite depuis le 12 janvier. Les travailleurs en formation ont fait grève les 12 et 13 janvier. Une vente de bijoux a été organisée pour le soutien financier de la lutte. Une manifestation vers le CREAL et la préfecture a eu lieu le 17 janvier.

La lutte à l'IFES a une fois de plus montré le vrai visage des employeurs du secteur social : associations 1901, associations de parents, etc. Même si, en son sein, la bourgeoisie est divisée, elle sait s'unir contre les militants syndicaux.

Michèle BARBIER ■

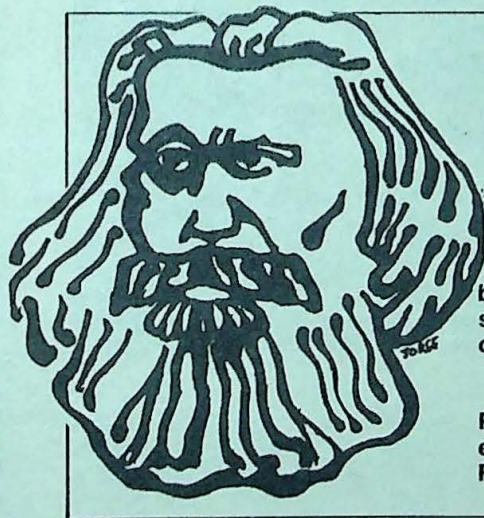
(1) DASS : Direction de l'action sanitaire et sociale.

Deux poids, deux mesures

D'un côté, Chausson, on tire les leçons et on reconnaît qu'un manque de combativité, d'analyse de la situation des OS, a conduit à une présence faible du PCF. De l'autre, on encense la maîtrise, on condamne les « gauchistes » (des camarades de Lutte ouvrière), on appelle à la négociation, on considère l'occupation comme un rêve.

Mais que des contradictions d'analyse sur la pratique des luttes puissent aujourd'hui apparaître dans l'Humanité, est très révélateur d'un débat dans le PCF. Dans ce débat, notre intervention pour une réelle démocratie syndicale et ouvrière, pour une participation massive de tous les travailleurs dans la lutte, pour un contrôle de l'usine, pour l'extension de la lutte, pour faire échouer les manœuvres patronales de division ou de démenagement du matériel d'une usine dans une autre (ce fut le cas à Chausson, ça l'est à Vallourec également), joue un rôle non négligeable. Nous devons nous donner les moyens de la développer.

Yves SPARFEL ■



CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

Vendredi 23 janvier à 19 h ; 83, boulevard Arago : Justice, droit et société (par un membre du Syndicat de la magistrature).

Mardi 27 janvier à 19 h ; 44 rue de Rennes : Marxisme, psychanalyse et antipsychanalyse par Boris Fraenckel.

Mardi 3 février à 19 h ; 44, rue de Rennes : La question russe et la troisième Internationale (1918-1934) par Victor Fay.

... Et n'oubliez pas que tous les cours sont enregistrés en cassettes (1 h 30 avec discussion livrée avec plan et bibliographie) — vente à l'unité : 27 F. En abonnement : un cycle (12 cassettes) 240 F ; deux cycles : 450 F ; trois cycles : 650 F ; quatre : 830 F.

Ecrire ou passer aux Editions Syros : 9, rue Borromée 75015 Paris - Chèque à l'ordre de P. Garrigues.

nati, Admi) au nom du profit immédiat. Le soi-disant plan du gouvernement confirme ces choix selon la FGM, alors qu'il conviendrait de s'opposer aux concentrations des grands groupes et de favoriser la création de pools inter-entreprises et mettre en œuvre des interventions spécifiques sur les entreprises en difficulté.

● Brasserie de Yutz : une faillite voulue

Malgré les promesses de garantie de l'emploi faites il y a un an, la direction de cette brasserie lorraine vient d'annoncer 22 licenciements. Cette ancienne exploitation familiale, ven-

due au trust LIB qui ne cherche qu'à imposer sa marque, doit être liquidée. La faillite est voulue au nom de la rentabilisation. Une grève a commencé le 19 et la popularisation a été organisée par la CFDT et le PSU. Dans cette région, les problèmes d'emplois sont importants — 480 licenciements à la Sotracomet, 450 à Fillod-Florange, d'autres encore chez Voyer (laminages à froid) — : ce conflit peut faire tache d'huile.

● Plerin : faire la valise

Pour protester contre leur licenciement, les ouvrières de DMB occupent leur entreprise, une fabrique de valises, depuis vendredi dernier. A la

suite d'une fusion avec la firme Savebag, certaines fabrications ont été regroupées dans une autre usine proche de Saint-Brieuc, elle aussi, à Pordic (où travaillent aujourd'hui 38 salariés). 44 ouvrières doivent être licenciées sous couvert de cette opération. Malgré l'opposition de la CGT et du PCF, un comité de soutien a été créé pour populariser la lutte des ouvrières qui veulent empêcher qu'on les brade pour quelques millions.

● Jams-Sud : comme les Manuest

Dans cette entreprise fabriquant des fauteuils en plastique, les ouvriers ont décidé le 24 novembre dernier de créer une coopérative pour empêcher

la fermeture de l'usine (voir TS n° 682) malgré l'hostilité de la CGT. Les travailleurs, qui occupent l'entreprise depuis le 4 décembre, ont réalisé une production sauvage qu'ils vendent sur les marchés de la région. Le maire, républicain indépendant, de Carpentras a soutenu le directeur-salarié de l'unité Jams-sud qui, après avoir créé avec 40 salariés une autre société en novembre 1975, se proposait de racheter l'usine en liquidation. Malgré cette opposition et celle du PCF et de la CGT (qui proposait de se rallier à la « solution industrielle » de ce directeur) au projet coopératif, la coopérative ouvrière de production Jams-Sud vient de voir le jour avec 101 salariés. Le PSU qui a été actif dans la lutte organise un meeting avec Y. Craipeau, le 29 janvier à Carpentras.

syndicalisme, démocratie et unité

On cite souvent le syndicalisme italien comme un laboratoire social et il est vrai que, depuis une dizaine d'années, celui-ci présente au moins deux originalités notoires par rapport à son homologue français : le mouvement des délégués d'une part, le processus d'unification entre la CGIL (1), la CISL (2) et l'UIL (3) d'autre part.

La crise des structures syndicales italiennes était patente vers 1966. C'est au niveau des postes de travail que se firent jour les principales revendications durant une conjoncture marquée économiquement par l'aggravation des conditions de travail et essentiellement par l'augmentation des cadences. Aucune structure syndicale ne parut apte à prendre en charge les nouvelles revendications à ce niveau. Ainsi apparurent les premiers délégués élus par la base comme une réponse spontanée aux besoins de l'action ouvrière.

Spontanéité ouvrière...

Le mouvement des délégués se développa rapidement dans la branche métallurgique et s'amplifia lors du « mai rampant » de 1968 et de « l'automne chaud » de 1969. Dans certains cas, les délégués se dressèrent contre les syndicats et se substituèrent à eux (par exemple à la Fiat), sous l'impulsion de groupes gauchistes tels Lotta Continua et Potere Operaio qui taxaient les syndicats de productivisme et les considéraient comme intégrés aux valeurs de la société industrielle et au système socio-politique dont ils n'étaient que des structures de médiation. Par contre, là où les syndicats étaient présents et actifs (par exemple à Alfa-Roméo et à Italsider), le mouvement des délégués ne fut que l'expression d'une prise de conscience collective et d'une plus grande volonté de participation directe de la base aux luttes. Les délégués exprimaient en dernier ressort l'exigence d'une meilleure démocratie ouvrière.

... et démocratie syndicale

Certains syndicats, et principalement la métallurgie, comprirent qu'il y avait là une occasion de dynamiser l'organisation et de renouveler son rapport aux masses. Une structure renouée à trois niveaux se mit alors en place.

a) **Le délégué au niveau de l'atelier** ; par atelier, il faut comprendre un groupe homogène de production (cela peut être une chaîne ou une équipe autonome). Le délégué est porteur des revendications de cette cellule de base, il est élu sur une liste blanche (sans indication d'appartenance syndicale) afin de permettre la manifestation d'une représentation unitaire, il est révocable à tout moment. En fait, des enquê-

tes ont montré que la majorité des délégués sont syndiqués ou le sont devenus ; en tout cas ils témoignent d'une grande loyauté vis-à-vis des syndicats, même si elle est à dominante critique.



Grève générale à Milan en février 1974

b) **Le conseil au niveau de l'usine** ; il regroupe l'ensemble des délégués, négocie les accords spécifiques avec les directions d'entreprise, élabore avec les fédérations syndicales professionnelles les plates-formes revendicatives et, enfin, il anime les luttes dans les entreprises en développant, entre autres, les assemblées générales.

c) **Le conseil de zone au niveau local** ; c'est une cellule territoriale de base au plan inter-professionnel (analogue aux unions locales en France). Son but est de lier les luttes internes dans l'entreprise et les luttes au niveau du cadre de vie, de la santé, de l'école. Particulièrement actifs et efficaces (à Turin par exemple), les conseils de zone ont joué un rôle important dans les luttes d'autoréduction.

Les syndicats italiens, conscients de leurs carences, souhaitaient une transformation structurelle ; c'est pourquoi ils ont su assimiler ces nouvelles formes d'organisation démocratique et les reconnaître officiellement dès 1970. Il y avait en 1972 : 40 000 délégués, 4 300 conseils d'usine et 58 conseils de zone. Ce mouvement s'est accompagné d'un essor de la syndicalisation :

très étroite à la base (dans les conseils) et au sommet (pour les négociations avec le patronat et l'Etat), à partir d'organes tripartites où chaque syndicat garde son autonomie.

Prenons l'exemple le plus abouti, celui de la métallurgie : la FLM est organisée unitairement (adhésions, délégués, formation), mais chaque adhérent peut choisir une affiliation confédérale particulière. Toutefois, en 1974, 100 000 adhérents n'en avaient aucune, ce qui témoigne d'un élan unitaire profond. Sur la base du pacte fédératif, la pratique d'unité d'action se révèle très riche depuis trois ans ; cela s'explique par une grande homogénéité dans les objectifs revendicatifs et des formes de luttes convergentes. Mais ce pacte n'a qu'une base idéologique purement syndicale : aucun débouché politique au niveau de la prise du pouvoir d'Etat n'y est mentionné. Enfin, le processus unitaire semble ralenti par l'absence de traduction similaire sur le plan politique. Les soubresauts de la coalition de centre-gauche interdisent toute avancée vers une fusion organique. Les craintes inspirées à la DC par les progrès électoraux récents du PCI ont gâté les bons rapports entre CGIL et CISL. Les perspectives d'unité organique sont maintenant repoussées à 1977 par les partenaires eux-mêmes, et encore cela supposerait soit un déblocage de la vie politique, soit une plus grande autonomie des syndicats par rapport aux partis.

La dynamique unitaire a considérablement renforcé la puissance du mouvement syndical italien au point, que comparé à la division chronique des organisations politiques, il a pu même paraître comme le seul interlocuteur social et politique du gouvernement. Mais si la période historique nouvelle que connaît le syndicalisme italien depuis près de dix ans peut être analysée comme une avancée globale, il ne faudrait pas que la combativité ouvrière à la base et l'élan unitaire puissent être contrecarrés par des stratégies d'états-majors syndicaux visant à respecter une trêve sociale face à la crise. L'objectif du mouvement ouvrier italien doit se concentrer sur la recherche d'une articulation entre un syndicat vraiment fusionné et une alternative politique de gauche clairement définie sur une stratégie anticapitaliste.

Alain CHATAIGNIER ■

en 1975, un million de métallurgistes sur 1,4 million sont adhérents à la fédération unitaire FLM (4).

Une marche à petits pas

Dès juillet 1968, s'amorça un processus qui semblait déboucher sur une unification organique rapide. Mais ces espoirs furent déçus à partir de 1972, quand la marche en avant connut une pause liée aux résistances bureaucratiques au sein de l'UIL et de la CISL, et aussi au trop grand écart existant entre une avant-garde très unitaire (la métallurgie) et les autres branches industrielles où les relations entre les trois composantes étaient plus tendues. Cette pause fut institutionnalisée par la conclusion du pacte fédératif, en juillet 1972, qui organisait une unité d'action

(1) CGIL : Confédération italienne du travail (tendance communiste et socialiste), trois millions d'adhérents

(2) CISL : Confédération italienne des syndicats libres (tendance socialiste et démocrate-chrétienne) deux millions d'adhérents.

(3) UIL : Union italienne du travail (tendance internationale) 800 000 adhérents.

(4) FLM : Fédération unitaire des travailleurs de la métallurgie, elle regroupe la FIM (CGIL), la FIM (CISL) et l'UILM (UIL).

des travailleurs

Lotta continua

une stabilisation récente

Construit en 1969 sur les restes du Parti ouvrier pisan avec l'appui des groupes étudiants de Turin, Trente, Milan et Pavie, le mouvement Lotta Continua (LC) a fréquemment réajusté son programme pour se stabiliser avec les thèses du premier congrès national de 1975.

Pour LC, les luttes récentes dénotent une avancée politique du prolétariat dans son ensemble.

Une véritable révolution culturelle se manifeste à des degrés divers dans l'action directe contre la hiérarchie, la parcellisation, l'aliénation en général du travail salarié (Fiat, Pirelli etc.). La direction essentiellement ouvrière de l'organisation se constituera progressivement à partir des couches les plus conscientes du processus. Cette « avant-garde » est interne au mouvement de masse, liée donc à une expression militante dans l'entreprise.

Le parti de type nouveau aura pour fonction d'articuler les rapports entre des luttes apparemment très différentes : autoréduction, comités de soldats, occupation de maisons. Ce serait un contresens que de considérer les unes comme organisées et réalistes, les autres comme spontanées et fortuites. Partout se manifeste la capacité de la classe à se donner une stratégie politique (et non purement revendicative) globale, qui lui permettra de diriger l'ensemble du processus révolutionnaire ; il s'agit de l'autonomie ouvrière (Andriano Sofri).

Pour que la tendance générale se concrétise, il est nécessaire que les tra-

vailleurs s'organisent (mais pas uniquement) sur les lieux de travail. LC, qui proposait en 1970 le mot d'ordre « nous sommes tous des délégués », reste profondément critique vis-à-vis des conseils d'usine et des conseils de zone, souvent manipulés par les directions syndicales réformistes. Une participation active dans la totalité de ces organes n'est pas exclue, mais il est primordial que la potentialité révolutionnaire des masses s'exprime sous toutes les formes d'auto-organisation possibles

dans les luttes. Le mot d'ordre « prenons la ville » traduit par exemple la nécessité d'une redistribution plus équitable des richesses, mais surtout un rapport politique nouveau aux institutions.

Lors d'un premier conseil (été 1970 à Turin), LC montrait déjà que le rôle des vieilles structures du capitalisme, telle la Cofindustria (le CNPF italien), allait décroissant. A la crise économique, correspond maintenant la faillite du « malgoverno » et, plus précisément, de la démocratie chrétienne hégémonique dans tous les gouvernements bourgeois.

Contrairement aux théoriciens de la recomposition gouvernementale à gauche (PCI, PSI, PDUP au pouvoir), LC

appelle à voter pour le PCI aux régionales de 1975. Ici, l'analyse ne repose pas sur une conception fractionnelle : jouer l'aile dite de gauche (Pietro Ingrao) contre le centre (Berlinguer) et la droite (Amendola) favorables à la social-démocratisation du parti dans le cadre du compromis historique avec la DC. LC ne croit pas non plus à la transformation révolutionnaire du parti qui cherchera de toute façon à aménager le système. Au contraire, le vote « classe contre classe » consacrerait l'échec de la DC, et contraindrait le PCI, une fois confortablement majoritaire, à éviter le jeu des alliances à droite. Dans ces conditions, le PCI sera infailliblement soumis aux pressions d'une base dont il lui faudra se démarquer.

Michel LINKS ■



Avanguardia Operaia

une ligne de classe

Avanguardia Operaia (AO) est née en 1968 à Milan. Le regroupement d'anciens membres de la IV Internationale, du cercle Lénine de Mestre et du cercle Rosa Luxemburg de Venise, se fonde sur les principes suivants : une organisation nationale doit coordonner à travers l'expérience concrète des phases sectorielles du mouvement de masse ; le rapport entre masses et avant-garde n'a de sens qu'impliqué dans la construction du parti révolutionnaire ; un processus de prolétarianisation des couches intermédiaires et l'apparition d'un nouveau type d'ouvrier jeune, souvent non qualifié, peu lié au PCI, appellent une stratégie nouvelle.

Pour AO, la bourgeoisie italienne a besoin d'une longue période de paix sociale pour édifier le capitalisme d'Etat et rationaliser l'appareil de production. Ce sont précisément le PCI et les syndicats collaborationnistes qui servent ses intérêts, en se faisant les instruments dociles d'une politique de répression envers les révolutionnaires et dans les luttes. Sur la nature du PCI, AO s'oppose tant au PDUP qu'à LC, puisqu'elle le considère globalement comme un appareil à médiatiser le pouvoir bourgeois.

La ligne de classe, telle qu'elle se fait jour par exemple au congrès de juin 1972, implique la dénonciation de la stratégie « productiviste » des syndicats, l'articulation à tous les niveaux d'une unité de la classe à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises dans la lutte contre l'organisation capitaliste du travail. Le travail de masse se fait à travers les CUB (comités unitaires de base) qui ne sont pas incompatibles avec les conseils d'usine dont ils renforcent les aspects positifs (démocratie ouvrière), sans l'abandonner à tous les glissements manipulateurs possibles dans la réalité quotidienne (« syndicalisation »). Le CUB se veut le débouché de la combativité spontanée des travailleurs. C'est un organe de masse qui a son autonomie ; il est constitué de tous les travailleurs qui s'y reconnaissent d'abord sur un mode spontané, puis de manière toujours plus consciente. Il a pour fonction de faire circuler l'information et de faciliter l'agitation, la discussion, la propagande. L'autonomie par rapport aux syndicats est fondamentale puisqu'elle permet la critique parfois violente de ces derniers.

M.L. ■

PDUP

un premier débat

Dans le contexte de crise politique aiguë qui pose, à toute la gauche et à la classe ouvrière, le problème du pouvoir gouvernemental en Italie, le premier congrès fédéral d'unification du PDUP de la région Lombardie vient de se dérouler à Milan.

150 délégués, environ, en grande majorité des responsables syndicaux, de conseils d'usine, ou de zones ont apporté leur contribution au débat général sur les thèses proposées au congrès national qui doit se tenir à Bologne le 31 janvier.

Le fait le plus important est le désir unanime de construire le parti et de développer le mouvement de masse à partir de l'expérience des luttes ouvrières de type nouveau, nées dans les usines et les villes, s'inspirant du contrôle ouvrier et du contrôle populaire : conseils d'usine, gauche syndicale, autoréduction. Ces luttes ont été animées au départ par les militants révolutionnaires, elles sont portées en avant maintenant par les masses ouvrières, dans un vaste mouvement unitaire. La lutte des femmes est une de ces composantes qui a uni toute la gauche dans une bataille qui a permis, le 15 juin, la victoire du PCI et se traduit aujourd'hui par la défaite de la DC.

L'accord a été unanime, aussi, pour renverser définitivement ce gouvernement en pratiquant une politique d'unité populaire. Il y a divergence sur les moyens à employer pour appliquer cette unité populaire et sur les rapports et l'alliance à conclure avec le PCI.

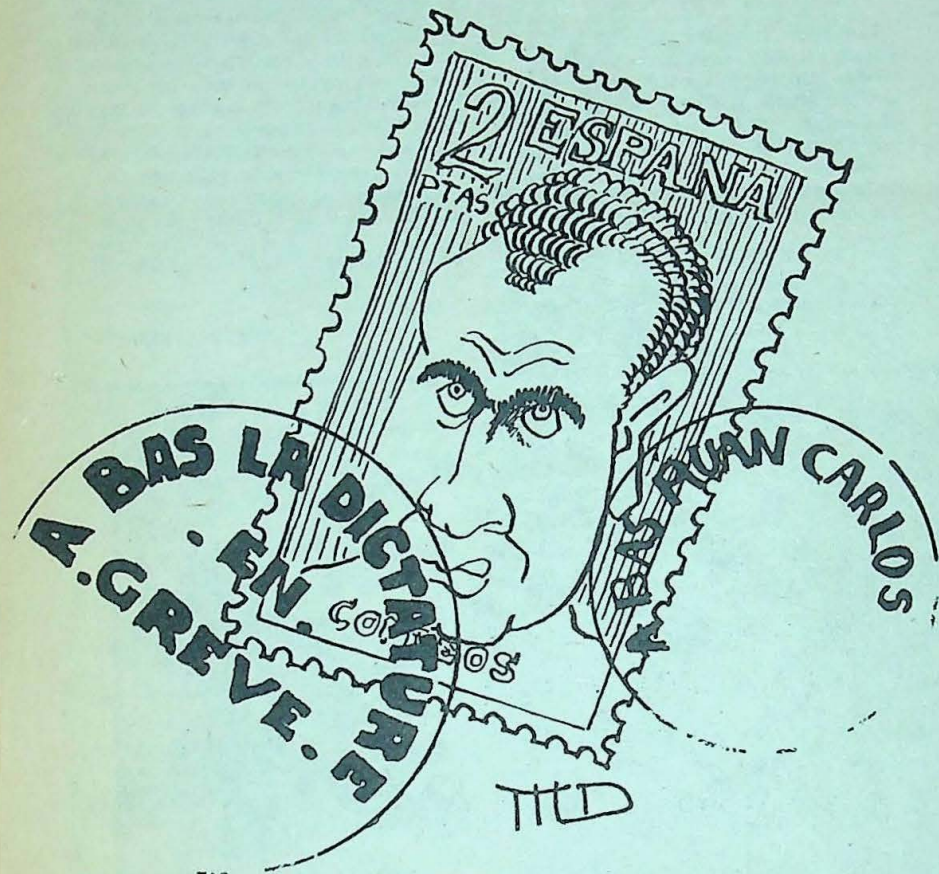
Les deux thèses qui se sont affrontées sont pourtant unanimes sur un point ; elles repoussent la stratégie du PCI du compromis historique, dans le sens de l'alliance électorale avec la DC. Paradoxe apparent, ce sont les militants chrétiens radicalisés qui ont le plus attaqué l'ambiguïté, sur ce point, des thèses soumises à la discussion nationale par le PDUP.

La Lombardie — où l'implantation du PDUP est essentiellement composée de militants ouvriers, fer de lance du mouvement sur l'autoréduction, le contrôle ouvrier, et l'autogestion — a voté à 60 % une résolution portant sur la construction du parti, sur une stratégie d'unité des révolutionnaires développant le mouvement large d'unité populaire appuyé sur la poussée des luttes que mènent, unitairement, révolutionnaires et réformistes.

Le haut niveau de discussion politique, le désir commun de bâtir le parti font augurer un avenir de travail et de réponse politique unitaire de tous les militants du PDUP, afin de répondre à l'exigence que pose, en Italie, la formidable poussée de la classe ouvrière et de son désir unanime d'opérer la rupture lui permettant d'accéder au pouvoir.

Maguy Guillen ■

les vraies questions



Les deux semaines qui viennent de s'écouler ont vu s'étendre un mouvement de grève sur toute l'Espagne, qui met en cause le régime dans sa nature même et dans la politique qu'il entend mener vis-à-vis de la classe ouvrière. Le gouvernement des héritiers de Franco en est bien conscient et réagit en conséquence. De son côté la bourgeoisie espagnole dans son ensemble pourrait être amenée, si la situation se tendait sur le terrain de la lutte des classes, à resserrer les coudes.

En quinze jours des mouvements de grève, à l'échelle de l'entreprise, à l'échelle locale et nationale, se sont dévelop-

pés dans toute l'Espagne. Ces mouvements sont menés aussi bien par les ouvriers agricoles de Paloma de Rio (province de Cordoue) que par

les employés du métro de Madrid, ceux des banques ou des assurances, les dockers de Barcelone, les mineurs des Asturies, les travailleurs de la SECSA (qui produit l'électricité de Barcelone), les ouvriers de la métallurgie ou des industries électriques de Madrid, les cheminots de la RENFE, les employés de la compagnie du téléphone, etc. Ces grèves sont largement suivies : 90 % à la compagnie du téléphone, 125 000 grévistes dans le bâtiment la semaine dernière à Madrid. Elles sont accompagnées de manifestations de rues, que ce soit en Andalousie, à Madrid, en Pays basque, en Galice, en Catalogne.

Ce qui fait l'importance de ces mouvements, outre leur ampleur et leur généralisation progressive, c'est leur contenu et aussi les formes qu'ils revêtent. Ce sont partout des assemblées générales qui décident de la forme de la lutte (les occupations de locaux se multiplient comme aux wagons-lits, au métro, dans les postes, à la compagnie du téléphone) et de son contenu revendicatif.

Celui-ci s'attaque carrément aux fondements du régime en réclamant les libertés syndicales essentielles, la création d'un véritable syndicat ouvrier, l'amnistie et la liberté pour les prisonniers politiques. Il conteste partout le gel des salaires décidé par le dernier gouvernement de Franco et repris à son compte par le premier gouvernement du « Pelé » Juan Carlos. Ces revendications sont essentiellement unifiantes, et elles existent aussi bien dans les secteurs où des négociations sont en cours pour le renouvellement des conventions collectives, que dans les autres.

Le gouvernement franquiste est bien conscient des dimensions politiques que peut prendre, qu'à déjà pris, ce mouvement. On ne peut plus dire maintenant que ce gouvernement tente une libéralisation du régime. Il recourt à toutes les techniques de répression qu'il utilise depuis

quarante ans le franquisme. Les manifestations plus ou moins tolérées sont féroceement réprimées. Celle de la gauche, le 20 janvier à Madrid, a donné lieu à un déploiement de forces gigantesque : police à cheval, camions arroseurs, matraquages et arrestations. Le gouvernement durcit la répression envers les grévistes : il fait évacuer les locaux et les églises occupés ; il arrête 120 militants réunis pour coordonner les grèves ; il réquisitionne (c'est-à-dire qu'il les place sous régime militaire) les employés des postes, et ceux du chemin de fer. Arias Navarro met en avant la subversion et promet « d'utiliser avec énergie et fermeté tous les moyens que la loi (fasciste) met à sa disposition pour la combattre ».

Tout ceci met en évidence que le gouvernement est prêt d'atteindre, si ce n'est déjà fait, les limites de sa prétendue libéralisation. Il est incapable d'assurer les libertés syndicales car ce serait nier l'existence du « syndicat » officiel, qui est un pilier du régime s'il est totalement ignoré des masses ouvrières. Il prolonge d'un an le mandat des Cortes, pseudo-parlement, assemblée fasciste par excellence, prouvant par là-même, s'il en était encore besoin, qu'il ne peut que perpétuer le régime franquiste.

Mieux, la question du gel des salaires met le premier gouvernement de Juan Carlos dans le sillage parfait du dernier gouvernement de Franco. Alors que les prix continuent de monter vertigineusement, s'esquisse comme un regroupement de la bourgeoisie qui paraît unanime, par delà ses clivages politiques — conservateurs, « civilisés », libéraux — à refuser de céder aux revendications ouvrières.

La lutte des classes existe en Espagne après quarante ans de dictature. Les vraies questions politiques commencent à être posées dans la rue, dans les entreprises. Le mouvement ouvrier espagnol ne semble pas vouloir les esquiver.

Alain NOEL ■

La Palestine au Conseil de sécurité de l'ONU

Le Conseil de sécurité qui s'est ouvert le lundi 12 janvier à New-York a mis en évidence l'état actuel des positions et des rapports de force vis-à-vis de l'OLP.

Après une semaine de débats (violents), il apparaît évident que ce n'est pas d'une telle confrontation de « bonnes volontés » hypocrites que surgiront des solutions concrètes au conflit israélo-arabo-palestinien. A moins que la situation « sur le terrain », au Liban — ce détonateur où se cristallisent les conflits — n'évolue très vite. Ce qui semble prévisible.

Quoi qu'il en soit, l'OLP, par la voix de Yasser Arafat, a affirmé à la face du monde sa volonté de voir la situation se débloquer.

Alors que, pour faire échouer toute négociation, se conjuguent plusieurs facteurs.

● L'intransigeance d'Israël qui affirme ouvertement sa volonté de boycotter le Conseil, s'obstine dans son refus de reconnaître l'OLP comme interlocuteur légitime et de prendre en compte les aspirations nationales des Palestiniens, se contentant, à ce propos, de parler d'un « fait palestinien » qui trouverait sa résolution en Jordanie, et affiche ses visées expansionnistes (création de nouvelles colonies dans le Golan et même « au-delà de la ligne bleue »). Israël ne manquera pas de saisir l'occasion qui ferait de son intervention dans le conflit libanais une réplique ; un « coup de force » syro-palestinien par exemple lui fournirait un excellent prétexte vis-à-vis des Etats-Unis, tenants, en fonction de

des palabres aux enjeux réels

leurs intérêts dans la région, de la non-ingérence dans les affaires intérieures libanaises.

Le cèdre déraciné

● L'engagement d'une partie de l'armée libanaise (bombardement des forces de gauche le vendredi 16) aux côtés des phalangistes — même si cette armée ne représente pas grand chose — a précipité l'unité d'action des forces musulmanes progressistes et de la résistance palestinienne, malgré la volonté affirmée de Y. Arafat d'éviter au maximum une telle participation de l'OLP à la guerre civile libanaise, participation risquant d'inciter la Syrie à intervenir (la Saïka, armée syro-palestinienne, est sur des positions très dures). Ce qui déclencherait quasi-automatiquement l'intervention d'Israël.

● Le durcissement des Etats-Unis, seule puissance de l'ONU à avoir opposé un vote négatif à la participation de l'OLP au Conseil. Il est vrai que leur avenir dans la région est des plus incertain car, même en supposant une victoire des forces de droite libanaises, si cette victoire devait signifier la partition du pays, leurs positions se verraient de toutes façons sérieusement ébranlées. Une fois de plus, les Etats-Unis ont fait brillamment honneur à leur conception toute particulière du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » — allant jusqu'à menacer de leur veto toute plate-forme qui ferait mention des droits des Palestiniens. A ceux-ci, ils n'accordent que des « intérêts ». Ce qui est très compréhensible, étant donné que des intérêts ça se calcule, ça s'évalue, ça se marchandent surtout ; alors que des droits, cela se conquiert.

Christine CARLIER

El Chergui ou le silence violent

On ne peut prendre l'impudence des slogans démagogiques pour de l'analyse. Ceux qui veulent voir en œuvre le travail de cette vieille taupe qu'est l'histoire, apprécieront la démarche à la fois précise et sobre du réalisateur Moume Smihi.

Que nous suggère cette mémoire collective d'une génération incarnée par Brahim, le fils, qui aurait 30 ans aujourd'hui, cette génération qui a pu acquérir une ouverture sur le monde extérieur ? A travers cette mémoire, des regards sont portés sur une double dépossession : la société marocaine traditionnelle, patriarcale, dans laquelle le mari-père est une figure centrale, maillon d'une hiérarchie qui se prolonge jusqu'à Allah compris, dans laquelle la femme-mère, épouse-objet abandonnée, exprime l'aliénation généralisée et l'évasion dans les illusions religieuses et les « techniques » magiques. D'un côté, donc, une société figée dans ses croyances animistes, enlisée ; et par ailleurs un monde « autre », étranger, qui l'envahit, économiquement, culturellement, militairement, l'humilie et la dépouille une fois de plus.

Les regards du réalisateur, faits d'une remémoration de tous ces vécus, sans cesser d'être compréhensifs, ne sont jamais complaisants. Ils restent au contraire toujours lucides ; ils permettent aux Marocains de revivre et de comprendre ce double monde qui les a constitués et aliénés. Ils obligent les Européens à se dépouiller de leur vision eurocentriste. C'est pour cet impérialisme occidental et cette société traditionnelle marocaine que sonne le glas.

Pendant qu'une atmosphère oppressante nous restitue ces systèmes sans issue, la vie est toujours présente, symbolisée par la puissance des éléments (le vent et l'océan omniprésents) et la marche irrésistible de l'histoire et l'ascension des forces neuves : marche des trains et des bateaux, croissance d'un prolétariat marocain dans des ports-enclaves européens, montée des jeunes générations qui accèdent au savoir de l'étranger. Dans cet aujourd'hui marqué par l'internationalisation croissante des rapports sociaux et l'interpénétration des expériences culturelles, il est fondamental d'écouter la parole des peuples dominés et bâillonnés qui font irruption dans l'histoire mondiale.

Mon dieu, comment suis-je tombée si bas...

La parole sacralisée

C'est une spécialité du cinéma italien que d'allier le spectacle à la réflexion politique. Le précédent film de Comencini, *Un vrai crime d'amour*, dénonçait les conditions de travail en usine, le poids des traditions, et le principe même du capitalisme. Avec *Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas*, Comencini nous transporte dans la Sicile de 1910-1920, dans un milieu d'une noblesse bourrée d'idées toutes faites, de conformisme, de préjugés de classe, soucieuse uniquement de son bien-être et de son image de marque.

Il utilise ici le cadre du mélodrame : le soir même de leurs noces, deux jeunes époux apprennent qu'ils sont frère et sœur, et ne peuvent donc consommer le mariage. Tout le reste du film découlera de ce postulat, donnant lieu à des épisodes plus comiques que tragiques, mais jamais gratuits. Il ne s'agit pas d'une pantalonade quelconque, mais d'une comédie qui dénonce un certain état de faits, pas si vieux, et dont les séquelles se font encore sentir.

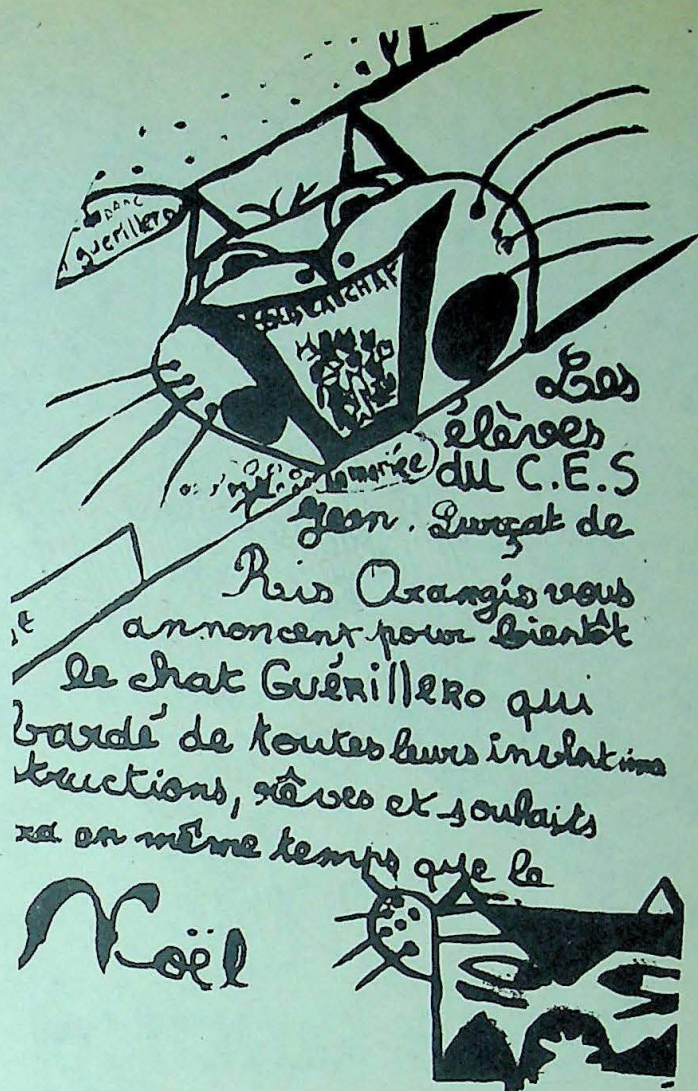
Toute la morale de cette classe, de celles qui l'imitent et qu'elle influence, passe par le détour de la représentation et de la parole. A travers elles, on juge de ce qui se fait ou non, de ce qui est bien ou pas. Tout le film tourne autour de cette parole sacralisée, dépositaire des valeurs de classe, et qu'il faut accepter sans se poser de questions, sans la remettre en cause. D'où l'importance du poète d'Annunzio, dont l'influence dans la société italienne a, sinon suscité, du moins contribué à l'établissement et à la consolidation du fascisme.

Le regard de Comencini est toujours en décalage par rapport à la réalité qu'il montre, d'où la mise en évidence des aberrations d'un certain type de comportement, et la dénonciation politique d'un mode de vie oppressif pour les classes laborieuses. A cet égard, la séquence où Raimundo casse une grève est particulièrement remarquable.

Soumis à la parole, c'est par la parole qu'ils soumettent les autres, par la parole, et par elle qu'ils s'expriment. Ainsi Laura Antonelli se raccroche-t-elle désespérément aux mots, alors même que son comportement les contredit. Prise entre son désir et une morale rigide, elle va de l'un à l'autre sans parvenir à contester la légitimité du rigorisme qui lui est imposé. Elle ne peut que suivre divers modèles, subir diverses influences, de son mari à d'Annunzio, en passant par son amant-chauffeur.

Car le seul personnage véritablement positif, qui lui apprend le plaisir et lui fait dire « Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas... », est issu d'une classe populaire. Il est le seul à ne pas se payer de mots et à connaître le poids d'un monde réel que les classes privilégiées ignorent.

Stéphane SOREL ■



à Ris-Orangis

l'école aux cent coups

Un CES à Ris-Orangis, dans l'Essonne. Les laissés-pour-compte du système scolaire français, ceux qu'on a, une fois pour toute, étiquetés comme mal doués, ceux qui, en provenance de familles modestes, arrêteront leurs études bien avant le baccalauréat, ceux-là vont vivre pendant trois mois, (d'octobre à décembre), une expérience passionnante, qui les marquera sans doute de manière durable.

C'est aussi, et surtout, une expérience qui, si elle faisait bouler de neige, mettrait en péril l'Ecole, en tant que lieu d'apprentissage des rapports de hiérarchie, de discipline imposée et de compétition (avec les camarades), d'apprentissage de la peur, de la culpabilité, de la vanité individualiste ; en tant que lieu de répression de la parole et du geste, de transmission de valeurs mortes, d'un langage mort, de structures mentales adaptées à la servilité envers l'idéologie dominante. Ceci, avec l'irruption de ceux qui se désignent comme « la Tribu » (troupe d'Armand Gatti, renflouée pour l'occasion d'étudiants de l'Université de Vincennes et de deux journalistes).

Des ateliers de masques, d'affiches, de sculpture (telle cette gigantesque tête de chat aux yeux phosphorescents qui chapeaute le CES et qui, de l'autoroute, surprend la vue), d'écriture, de théâtre... vont se constituer, dans le projet commun aux élèves, professeurs (une minorité), comédiens, étudiants, de deux grandes journées « portes ouvertes ». Le CES va investir la ville et inviter la ville à l'investir, à briser le cloisonnement, le secret, le silence et l'habitude dans et par lesquels toute institution survit.

Parade, sketches, affiches, autant de mise en scène et en ridicule des baudruches (baudruches pédagogie, autorité, savoir, avenir, etc) imposées à l'adoration de l'enfant pour mieux tuer en lui l'enfance. Ce temps du jeu et de l'irrespect, de la gratuité et du gaspillage qui, dans la table des valeurs capitalistes, n'a d'existence que comme antichambre de la vie adulte, c'est-à-dire rentable.

Aux idoles-baudruches, on opposera la figure (la gueule) grave et joyeuse de ce chat guérillero mort dans les flammes à Los Angeles en mai 1974 avec les militants de l'armée symbionaise de libération (laquelle était née d'un large mouvement culturel et de révolte dans les prisons), symbole modeste de la liberté qui file entre les doigts, même de fer, de feu, de plomb ou de béton, de ceux qui voudraient la retenir et l'enfermer.

Christine CARLIER ■



Loin d'Hagondange

Théâtre ouvert et l'invention théâtrale

De saisonnier et limité au Festival d'Avignon, le Théâtre ouvert devient permanent et itinérant.

À partir d'un centre d'accueil qui, à Paris, s'ouvrira à tous ceux qui s'intéressent à la création dramatique contemporaine, des têtes de pont sont lancées dans différentes villes. Pendant quelques jours d'une présence active, **Théâtre ouvert** y stimulera l'invention dramatique, par la mise en espace d'une pièce nouvelle, sans décor ni costume. Il la présentera ainsi à l'imagination de ceux qui voudraient ensuite la monter, par un « gueuloir » où les auteurs de la région viendront eux-mêmes lire leurs textes, et par un spectacle abouti, généralement issu d'une mise en espace antérieure, et qui pourra être, comme à Caen, une production du centre dramatique local, ou, comme à Nanterre, une coproduction entre les structures d'accueil et **Théâtre Ouvert**.

L'incitation à l'écriture

Dans tous ces cas, le souci de ce qu'il peut y avoir à dire sur un plateau est primordial, dire ne signifiant pas par le texte seul, mais par le texte aussi. Lucien Attoun, critique dramatique avant d'être l'animateur de **Théâtre ouvert**, avait été frappé dans les années 1960 à 1970 par l'effacement progressif de l'auteur dramatique. Il l'expliquait par la disparition des petits théâtres où le jeune auteur pouvait s'exprimer sans grands frais, par une carence totale du gouvernement dont les services d'aide à la création, sans moyens véritables, se révélaient d'une rare incompetence, par l'afflux aussi des grandes troupes, surtout américaines, qui imposaient leur démarche sans le texte, mal compris du public français. Le théâtre d'expression française se mettait à n'être plus qu'un théâtre d'adaptation.

Le mérite de Lucien Attoun est d'avoir saisi très vite le mouvement de cette lente dégradation et d'avoir travaillé à contre-courant. En quelques années, il a opéré par-delà le vide grandissant de la dramaturgie française, la jonction entre les petites salles d'où sont sortis les auteurs des années 1950 (Adamov, Beckett, Vauthier, Ionesco) et son jeune **Théâtre ouvert**, en faisant d'une ancienne situation de fait le principe de l'entreprise nouvelle. Il s'agissait de désintimider l'auteur. **Théâtre ouvert** qui, de manière dépouillée — donc sans grands frais — proposait des textes dramatiques actuels à l'imagination de tous — public et artisans du spectacle — saisissait la création au bond, tout en reconnaissant à l'auteur ce droit à l'erreur, sans lequel il n'y a pas de progrès artistique possible.

Les résultats se sont très vite fait sentir. En cette année 1976, où **Théâtre ouvert** obtient pour développer son entreprise des moyens accrus, il peut proposer aux villes qui l'accueillent non seulement des textes de valeur charpentant de grands spectacles, mais l'amorce d'une dramaturgie nouvelle.

Les réalisations

Nous reparlerons de **Remembrances d'amour**, une fable sans auteur, mais à laquelle quantité d'auteurs auxquels Daniel Mesguich donne la parole ont collaboré, quand celui-ci présentera, toujours dans le cadre de **Théâtre ouvert**, le **Palais d'Hiver**, de Rezvani. Ces présentations, mises en espace d'un texte qui peut n'avoir pas atteint sa forme définitive, sont un premier stade de la création. Il en va tout autrement de la **Catherine** d'Antoine Vitez et de **Loin d'Hagondange** de Jean-Paul Wenzel qui, présentés l'été dernier en Avignon, sont aujourd'hui, achevés, des spectacles d'une haute qualité.

Catherine (1) est une promenade au travers d'un livre, **Les cloches de Bâle**, que chaque comédien trouve posé devant lui sur la table dressée pour un vrai repas qui est le « support métaphorique » du spectacle. « Notre jeu, dit Antoine Vitez, consiste à faire naître des rêves de ce meuble ordinaire » : rêves de Catherine aux prises avec le dégoût de sa classe sociale et la façon dont cette classe la tient ligotée, mais rêves aussi de la société bourgeoise triomphante qui, la guerre de 14 approchant, pèse de tout son poids sur les intolérances sincères mais brouillonnes de l'anarchisme et les tentatives d'action concertée du socialisme révolutionnaire. Cette lecture d'Aragon par le travers, qui bouleverse l'ordre chronologique et procède par associations d'idées, propose à la réflexion des matériaux denses (qui ne sont plus exactement ceux du roman) et en même temps décantés. Une vision de l'œuvre et de ce qu'elle contient d'important pour nous s'est glissée entre l'œuvre et nous et se constitue comme le véritable auteur du spectacle. C'est, sur le plan de l'écriture théâtrale, un tour de force.

Il sera intéressant d'interroger Jean-Paul Wenzel dans quelques mois sur la façon dont **Loin d'Hagondange** a été accueilli autour de Caen dans les milieux ruraux (2). La pièce est l'évocation d'un vieux couple, retiré à la campagne, et qui ne peut ni supporter la solitude à deux ni simplement le reconnaître. Parce qu'ils se sont toujours aimés et qu'ils vivent sur des schémas mentaux préfabriqués qui les rendent coupables dès qu'ils ne se suffisent pas l'un à l'autre, Georges et Marie s'enfoncent dans ce vide où la privation du métier (qui asservit l'homme, mais le fait se sentir vivant) précipite leur temps humain. Il faut aller voir cette pièce pour la tendresse qui se mêle ici à la cruauté et pour sa délicatesse de touche, ce que les êtres se cachent mutuellement par pudeur ou se dissimulent à eux mêmes, affleurant sous un texte très simple dont la portée politique est à lire entre les lignes (3).

Dominique NORES ■

(1) Jusqu'au 31 janvier à Nanterre (**Théâtre des Amandiers** 60, rue Greuze) et, du 25 février au 14 mars, à la salle des fêtes de la mairie d'Ivry.

(2) En tournée régionale de la **Comédie de Caen** jusqu'à fin mars.

(3) Stock éd. (coll. « **Théâtre ouvert** »)